

CANACCORD|Genuity

U K A U

**Avis de convocation et circulaire d'information de la direction**

GRUPE CANACCORD GENUITY INC.

C A U S

Aux fins de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue au : **Bay Adelaide Centre, 333 Bay Street, 34th Floor  
Toronto (Ontario) le jeudi 4 août 2016 à 10 h (heure de Toronto)**

C N S G

La présente brochure renferme des renseignements importants pour les actionnaires.



---

# Groupe Canaccord Genuity Inc.

## Assemblée générale annuelle des actionnaires

### LA PRÉSENTE BROCHURE CONTIENT :

- L'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires
- La circulaire d'information de la direction
- Des directives sur la manière d'assurer l'exercice, à l'assemblée, des droits de vote rattachés à vos actions

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale annuelle (l'« **assemblée** ») des porteurs (les « **actionnaires** ») d'actions ordinaires (les « **actions ordinaires** ») de Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « **Société** ») le 4 août 2016. Tout de suite après l'assemblée officielle, la direction fera rapport du rendement de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 (l'« **exercice 2016** »).

L'assemblée portera sur l'élection des administrateurs et la nomination des auditeurs.

Nous accordons de l'importance à votre présence (ou à votre procuration, si vous ne pouvez assister à l'assemblée) et sollicitons votre appui pour toutes les questions qui seront tranchées à l'assemblée.

Si vous avez des questions sur la présente circulaire d'information de la direction ou sur la manière de voter, veuillez communiquer avec Relations investisseurs Canaccord Genuity au +1 888.250.3375.

### Actionnaires inscrits

---

**VEUILLEZ PRENDRE NOTE** : Si vos actions sont immatriculées à votre nom (et que vous êtes, par conséquent, un actionnaire inscrit), un formulaire de procuration vous est transmis avec l'avis de convocation. Ce formulaire peut être utilisé pour exercer les droits de vote rattachés à vos actions ordinaires si vous ne pouvez pas assister à l'assemblée. Vous trouverez des directives sur la manière d'exercer vos droits de vote à l'aide de ce formulaire de procuration à la page 3 de la circulaire d'information de la direction.

### Actionnaires réels non inscrits

---

**VEUILLEZ PRENDRE NOTE** : Si vous n'êtes pas un actionnaire inscrit et que vos actions ordinaires sont détenues en votre nom, ou pour votre compte, par un courtier en valeurs mobilières, une banque, une société de fiducie ou une autre entité semblable (un « **intermédiaire** »), aucun formulaire de procuration ne vous est habituellement transmis avec l'avis de convocation, celui-ci étant généralement remplacé par un formulaire de directives concernant le vote. Il se peut que vous ne puissiez voter qu'en suivant rigoureusement les directives fournies par l'intermédiaire accompagnant l'avis de convocation ou dans le formulaire de directives concernant le vote. Veuillez vous reporter à la page 4 de la circulaire d'information de la direction.

Nous espérons que vous trouverez ces documents relatifs à la procuration faciles à lire et, ce qui est plus important, à comprendre. Nous accueillerons avec plaisir vos commentaires et suggestions.

[This page intentionally left blank.]

---

## Avis de convocation à l'assemblée générale annuelle

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « **Société** ») a convoqué l'assemblée générale annuelle (l'« **assemblée** ») des actionnaires de la Société de 2016 à 10 h (heure de Toronto), le jeudi 4 août 2016, au Bay Adelaide Centre, 333 Bay Street, 34th Floor, Toronto (Ontario).

La Société vous procure un accès électronique à la circulaire d'information en vue de l'assemblée, plutôt que de vous en faire parvenir une copie papier. Cette façon de faire est plus respectueuse de l'environnement, car elle contribue à réduire l'utilisation de papier ainsi que les coûts d'impression et d'envoi des documents aux actionnaires. L'avis de convocation qui vous a été envoyé vous indique comment accéder à la version électronique de la circulaire d'information de la direction de la Société (la « **circulaire** ») et comment en demander une copie papier. Il indique également comment voter par procuration lors de l'assemblée. Si vous désirez recevoir une copie papier de la circulaire, veuillez suivre les instructions indiquées dans l'avis de convocation.

À titre de porteur d'actions ordinaires, vous avez le droit d'assister à l'assemblée et d'exercer un droit de vote pour chaque action ordinaire que vous détenez. Si vous êtes un actionnaire inscrit et que vous ne pouvez assister à l'assemblée, vous pourrez néanmoins y voter en remplissant le formulaire de procuration ou le formulaire de directives concernant le vote joint à l'avis. La circulaire explique le fonctionnement du processus de vote. **Pour garantir leur vote à l'assemblée, les actionnaires inscrits doivent déposer leur formulaire de procuration ou le formulaire de directives concernant le vote auprès de l'agent des transferts de la Société, Services aux investisseurs Computershare Inc., à ses bureaux de Toronto au plus tard à 17 h (heure de Toronto), le vendredi 29 juillet 2016.**

**Si vous êtes un actionnaire réel non inscrit, vous devez suivre les directives fournies par votre intermédiaire pour pouvoir exercer les droits de vote rattachés à vos actions.**

Les affaires suivantes seront abordées à l'assemblée:

- a) élection des administrateurs pour l'année à venir;
- b) nomination des auditeurs pour l'année à venir et autorisation aux administrateurs de fixer la rémunération des auditeurs;
- c) modifications des statuts de la Société visant à mettre en œuvre certains changements en matière de gouvernance;
- d) toute autre affaire pouvant être dûment soumise à l'assemblée ou tout report ou ajournement de l'assemblée.

Dès la fin de l'assemblée officielle, le chef de la direction fera une présentation.

Fait le 17 juin 2016.

Par ordre du conseil d'administration  
Martin L. MacLachlan  
Secrétaire

---

## Information à l'intention des actionnaires concernant l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2016

L'information contenue dans la présente circulaire d'information de la direction est à jour au 31 mai 2016, sauf indication contraire. Tous les montants figurant dans la présente circulaire d'information de la direction sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, la « Société » désigne Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Canaccord Genuity », « Groupe Canaccord Genuity » et le « Groupe » désignent la Société et ses filiales directes et indirectes.

D'autres renseignements se rapportant à la Société se trouvent sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

L'information financière de la Société est fournie dans les états financiers et le rapport de gestion de la Société pour son dernier exercice clos. Les actionnaires peuvent communiquer avec la Société pour obtenir un exemplaire des états financiers et du rapport de gestion de la Société en transmettant un courriel à cette fin à [investor.relations@canaccordgenuitygroup.com](mailto:investor.relations@canaccordgenuitygroup.com).

L'objectif de la présente circulaire d'information de la direction (désignée la « circulaire ») est :

- de vous expliquer comment, à titre d'actionnaire de la Société, vous pouvez voter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. (l'« assemblée »), en personne ou en déléguant vos droits de vote à quelqu'un d'autre qui les exercera en votre nom;
- de vous informer au sujet des affaires abordées à l'assemblée, notamment l'élection des administrateurs et la nomination des auditeurs pour l'année à venir;
- de vous fournir des renseignements importants pour vous aider à déterminer comment vous souhaitez voter.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations à l'égard des questions qui seront discutées au cours de l'assemblée, si ce n'est celles qui figurent dans la présente circulaire. Si de telles informations étaient données ou de telles déclarations étaient faites, il ne faudrait pas s'y fier puisqu'elles n'ont pas été autorisées. La présente circulaire ne constitue ni une offre d'achat, ni une sollicitation d'offre de vente, de titres, ni une sollicitation de procuration, par quiconque dans un territoire dans lequel une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou dans lequel la personne qui fait une telle offre ou sollicitation n'est pas habilitée à le faire, ou encore auprès de quiconque pour qui il est illégal de faire une telle offre ou sollicitation. Ni la livraison de la présente circulaire ni aucun placement des titres visés dans la présente circulaire n'impliquent, dans quelques circonstances que ce soit, qu'aucun changement n'a été apporté aux renseignements énoncés aux présentes depuis la date à laquelle ils ont été donnés dans la présente circulaire.

Les actionnaires ne devraient pas interpréter le contenu de la présente circulaire comme des conseils fiscaux, financiers ou juridiques et devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux, financiers ou juridiques ou d'autres conseillers professionnels au sujet des questions fiscales, financières, juridiques ou autres pertinentes en rapport aux présentes.

### Énoncés prospectifs

---

La présente circulaire, y compris les documents intégrés par renvoi aux présentes, peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états

financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

## Procédures de notification et d'accès

---

La Société envoie les documents liés aux procurations aux porteurs inscrits et aux propriétaires réels en utilisant les procédures de notification et d'accès. La direction de la Société ne prévoit pas payer pour que des intermédiaires fassent suivre aux propriétaires réels opposés, conformément au Règlement 54-101, les documents liés aux procurations et l'Annexe 54-101A7 (Demande d'instructions de vote faite par l'intermédiaire) et, dans le cas d'un propriétaire réel opposé, celui-ci ne recevra pas les documents, à moins qu'il n'assume les coûts de livraison.

## Sollicitation de procurations

---

### VOTRE VOTE EST SOLLICITÉ PAR LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

La sollicitation des procurations sera faite principalement par la poste, mais elle peut aussi être faite par téléphone, par télécopieur, par courriel ou verbalement par les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société et de ses filiales, sans rémunération additionnelle. Tous les frais liés à la sollicitation de procurations par la Société et ses filiales seront acquittés par la Société et ses filiales. À l'heure actuelle, nous ne prévoyons pas avoir recours à une firme de sollicitation tierce. Toutefois, si nous déterminons dans l'avenir qu'il est de notre meilleur intérêt de le faire, nous ferons appel à une firme de sollicitation et paierons tous les frais et charges liés aux services retenus.

### EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET DÉSIGNATION D'UN FONDÉ DE POUVOIR

Vos droits d'assister à l'assemblée et d'y voter dépendent du fait que vous soyez un **actionnaire inscrit** (c'est-à-dire que les actions ordinaires de la Société sont effectivement immatriculées à votre nom) ou un **actionnaire réel non inscrit** (par exemple, si vous détenez vos actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire d'un courtier ou d'une banque).

#### Actionnaires inscrits

Si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pouvez assister personnellement à l'assemblée. Vous pouvez aussi désigner quelqu'un (un fondé de pouvoir) pour vous représenter à l'assemblée et pour y voter en votre nom. Si vous remplissez et déposez le formulaire de procuration tel quel, vous aurez alors désigné le président du conseil de la Société (ou son remplaçant) pour assister à l'assemblée et y voter en votre nom.

**Vous avez le droit de désigner une autre personne physique ou morale que celles mentionnées dans le formulaire de procuration pour vous représenter à l'assemblée.** Si telle est votre intention, vous pouvez le faire en biffant le nom des personnes mentionnées dans le formulaire de procuration, en inscrivant le nom de la personne physique ou morale que vous désignez dans l'espace prévu à cette fin et en signant le formulaire.

Si vous désirez voter par fondé de pouvoir à l'assemblée, vous devez soit a) remplir et signer la procuration et la retourner à l'agent des transferts de la Société, Services aux investisseurs Computershare Inc. (« Computershare ») ou b) suivre les directives précisées dans la procuration pour voter par téléphone ou par Internet. Pour être valides, les droits de vote doivent être exercés par téléphone ou par Internet, ou la procuration, reçue par Computershare, au 100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 (à l'attention du service de procuration), ou par télécopieur au +1 866.249.7775 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au +1 416.263.9524 (à l'extérieur du Canada et des États-Unis), au plus tard à 17 h (heure de Toronto), le vendredi 29 juillet 2016, ou, en cas d'ajournement ou de report de l'assemblée, au plus tard 48 heures (exclusion faite des samedis, dimanches et jours fériés) avant la reprise de ladite assemblée. Le président de l'assemblée peut à sa discrétion accepter les procurations déposées après ces dates.

À titre d'actionnaire inscrit, vous pouvez, même en ayant donné procuration, assister et voter personnellement à l'assemblée.

### **Révocation de votre procuration**

Une procuration est révocable. Si vous avez donné une procuration, vous (ou votre représentant dûment autorisé par écrit) pouvez la révoquer en transmettant un avis écrit de la révocation au siège social de la Société, sis au 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1, en tout temps jusqu'au dernier jour ouvrable précédant l'assemblée inclusivement, ou au président de l'assemblée avant un scrutin visé par la procuration. L'avis de révocation doit être signé comme suit : a) si vous êtes une personne physique, l'avis doit être signé par vous, par votre représentant personnel ou par votre syndic de faillite et b) si vous êtes une personne morale, l'avis doit être signé par la personne morale ou par un représentant désigné par elle conformément à ses statuts constitutifs.

### **Actionnaires réels non inscrits**

Si vos actions ordinaires ne sont pas immatriculées à votre nom, elles sont alors détenues au nom d'un intermédiaire (habituellement une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières, une banque ou une autre institution financière) ou à celui d'une agence de compensation comme La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée. Vous êtes généralement appelé un actionnaire réel, propriétaire véritable ou actionnaire ou propriétaire non inscrit. Les documents destinés aux porteurs de titres sont envoyés aux propriétaires inscrits et propriétaires non inscrits des titres. Si vous êtes un propriétaire non inscrit et que l'émetteur ou son mandataire vous a transmis directement les documents, vos nom et adresse et les renseignements concernant les titres que vous détenez ont été obtenus auprès de l'intermédiaire qui les détient pour votre compte conformément aux exigences réglementaires applicables en matière de valeurs mobilières.

Diverses procédures existent pour l'exercice des droits de vote rattachés à vos actions ordinaires, et celles-ci peuvent varier selon les intermédiaires et les agences de compensation d'une façon qui échappe au contrôle de la Société. **Si vous êtes un actionnaire réel, vous devrez suivre rigoureusement les directives de l'intermédiaire ou de l'agence de compensation, dont celles concernant le moment et l'endroit auxquels un formulaire de directives concernant le vote doit être transmis, sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister à l'assemblée en personne et votre présence sera à l'entière discrétion de la Société.**

Vous recevrez habituellement l'un des documents suivants :

1. **Un formulaire de directives concernant le vote de Computershare.** Si vous recevez ce formulaire et désirez voter à l'assemblée, vous devez a) remplir le formulaire de directives concernant le vote de Computershare et le retourner à Computershare ou b) suivre les directives figurant dans le formulaire afin de voter par téléphone ou par Internet. Les droits de vote doivent être exercés par téléphone ou par Internet, ou le formulaire, reçu par Computershare, au 100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 (à l'attention du service de procuration), ou par télécopieur au +1 866.249.7775 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au +1 416.263.9524 (à l'extérieur du Canada et des États-Unis), au plus tard à 17 h (heure de Toronto), le vendredi 29 juillet 2016, ou, en cas d'ajournement ou de report de l'assemblée, au plus tard 48 heures (exclusion faite des samedis, dimanches et jours fériés) avant la reprise de ladite assemblée. Si vous désirez aussi **assister** à l'assemblée en personne et y voter (ou faire en sorte qu'une autre personne y assiste et vote en votre nom), vous devez suivre les directives précisées dans le formulaire, **sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister à l'assemblée en personne et votre présence sera à l'entière discrétion de la Société.**
2. **Un formulaire de directives concernant le vote de Broadridge.** Il s'agit d'un formulaire fourni par Broadridge Financial Solutions (« **Broadridge** ») conformément aux ententes souvent prises par les courtiers pour déléguer à Broadridge la responsabilité d'obtenir des directives concernant le vote. Si vous recevez un formulaire de directives concernant le vote de Broadridge et que vous désirez voter à l'assemblée, vous devez soit a) remplir et retourner le formulaire de directives concernant le vote de Broadridge à cette dernière ou b) suivre les directives précisées dans le formulaire pour voter par téléphone ou par Internet. Broadridge compilera les résultats et transmettra ensuite à Computershare des directives concernant l'exercice des droits de vote rattachés aux actions qui seront représentées à l'assemblée. Vous devez retourner le formulaire de directives concernant le vote à Broadridge ou donner vos directives de vote par téléphone ou par Internet bien avant l'assemblée pour que les droits de vote rattachés à vos actions puissent être exercés. Si vous souhaitez aussi **assister** à l'assemblée en personne et y voter (ou faire en sorte qu'une autre personne y assiste et vote en votre nom), biffez simplement le nom des personnes figurant dans le formulaire de procuration et inscrivez votre nom (ou celui de l'autre personne) dans l'espace prévu à cette fin, **sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister à l'assemblée en personne et votre présence sera à l'entière discrétion de la Société.**

**Si vous avez des questions au sujet de la présente circulaire ou sur la manière de voter, veuillez communiquer avec Relations avec les investisseurs Canaccord Genuity au +1 888.250.3375.**

### **Révocation de votre procuration**

Un actionnaire non inscrit peut révoquer une procuration ou un formulaire de directives concernant le vote transmis à un intermédiaire sur avis écrit à ce dernier. Pour assurer qu'un intermédiaire agisse en fonction de la révocation d'une procuration ou d'un formulaire de directives concernant le vote, l'avis écrit devra lui parvenir bien avant l'assemblée.

## DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE VISÉS PAR LES PROCURATIONS

Si vous êtes un actionnaire inscrit et soumettez une procuration ayant la forme de celle du formulaire transmis aux actionnaires inscrits (la « **procuration** »), les droits de vote rattachés aux actions représentées par la procuration seront alors exercés ou feront l'objet d'une abstention conformément à vos directives dans le cadre de tout scrutin pouvant avoir lieu et, si vous précisez le choix de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter, selon le cas, relativement à une question à trancher, les droits de vote rattachés à vos actions seront exercés conformément à celui-ci. Si vous retournez une procuration sans donner de directive ni préciser la façon dont vous voulez que vos droits de vote soient exercés, les droits de vote afférents à vos actions seront exercés en faveur de toutes les propositions mentionnées dans la procuration et en faveur de l'élection des administrateurs, ainsi que de la nomination des auditeurs comme indiqué dans la présente circulaire.

La procuration confère à la personne qui y est désignée le pouvoir discrétionnaire de voter selon son propre jugement à l'égard de toute modification des questions mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée et de toute autre question pouvant être dûment soumise à l'assemblée. À la date de la présente circulaire, la direction de la Société n'est au courant d'aucune autre modification ou question susceptible d'être soumise à l'assemblée, hormis celles mentionnées dans l'avis de convocation.

## IMPORTANTES RESTRICTIONS À L'ACTIONNARIAT

En vertu des règles établies par certaines autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, l'actionnariat d'un courtier en placement ou en valeurs mobilières est assujéti à certaines restrictions. Pour permettre à la Société et à ses filiales de se conformer à ces exigences, les statuts constitutifs de la Société comportent les dispositions suivantes.

Lorsque des procurations sont sollicitées auprès des actionnaires à ou avant une assemblée, la Société peut en tout temps demander une déclaration relative à la détention d'actions de la Société à titre de propriétaire réel et à toute autre question que les administrateurs jugent pertinente aux fins de déterminer si la détention d'actions par une personne est susceptible de contrevenir aux statuts constitutifs ou aux exigences légales ou réglementaires applicables.

La Société a le pouvoir de révoquer les droits de vote rattachés à toute action de toute catégorie si :

- a) une personne détient à titre de propriétaire réel ou contrôle, directement ou indirectement, une « participation importante » dans la Société sans avoir obtenu toutes les approbations requises de toutes les autorités de réglementation en valeurs mobilières pertinentes;
- b) une personne qui souhaite exercer, personnellement ou par fondé de pouvoir, des droits de vote refuse de signer et de délivrer, à l'égard de sa propriété réelle d'actions de la Société, une déclaration ou d'autres renseignements raisonnablement nécessaires pour aider les administrateurs à prendre leurs décisions en vertu des statuts constitutifs; ou
- c) les administrateurs ont établi, sur la foi de la déclaration ou des renseignements fournis par une personne qui souhaite exercer des droits de vote, que ladite personne peut détenir ou contrôler, directement ou indirectement, une « participation importante » dans la Société sans avoir obtenu toutes les approbations requises de toutes les autorités de réglementation en valeurs mobilières pertinentes.

À ces fins, une « participation importante » signifie, en ce qui a trait à la Société :

- a) à l'égard des règles applicables de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Inc. et de la Bourse de croissance TSX Inc., la détention : i) de titres avec droit de vote assurant au moins 10 % des votes rattachés à la totalité des titres avec droit de vote de la Société; ii) d'au moins 10 % des titres participatifs en circulation de la Société; ou iii) d'une participation représentant au moins 10 % du total des titres de La Corporation Canaccord Genuity (filiale en propriété exclusive de la Société);
- b) à l'égard des règles applicables de la Bourse de Toronto, la détention, directe ou indirecte, à titre personnel ou de concert avec toute autre personne de titres : i) assurant au moins 20 % des votes rattachés à la totalité des titres avec droit de vote; ii) conférant le droit de recevoir au moins 20 % de toute distribution versée sur le bénéfice; ou iii) représentant au moins 20 % du capital social ou des titres participatifs de la Société;
- c) à l'égard des règles applicables de la Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») (qui renvoient à une participation importante en utilisant « position importante »), le fait de détenir le pouvoir d'orienter ou de faire orienter la gestion et les politiques de La Corporation Canaccord Genuity, que ce soit du fait de la détention de titres, d'un contrat ou de toute autre manière, et une personne est réputée détenir une position importante dans le capital social de la Société en vertu des règles de la Bourse si, directement ou indirectement, elle a le droit : i) d'exercer au moins 10 % des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote; ou ii) de recevoir au moins 10 % du bénéfice net de la Société;
- d) à l'égard des règles applicables de l'Autorité des marchés financiers au Québec, la propriété ou détention, directe ou indirecte, de plus de 10 % des droits de vote rattachés aux titres émis par la Société; et
- e) à l'égard des règles applicables de la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) des États-Unis, un changement dans l'actionnariat détenu dans la Société faisant en sorte qu'une personne ou entité possède, détienne ou contrôle, directement ou indirectement, au moins 25 % des titres.

Puisque la Société est la société mère de Canaccord Genuity Limited et d'autres filiales réglementées par la Financial Conduct Authority (FCA) au Royaume-Uni, la loi intitulée *Financial Services and Markets Act 2000* (Royaume-Uni) impose aux contrôleurs et contrôleurs proposés de ces filiales l'obligation d'obtenir l'approbation de la FCA avant de prendre le contrôle ou de hausser le niveau de contrôle détenu (dans certaines circonstances). Le défaut d'obtenir cette approbation constitue une infraction en vertu de la *Financial Services and Markets Act 2000* (Royaume-Uni). En ce qui a trait à Canaccord Genuity Limited et aux autres filiales réglementées par la FCA, un « contrôlant » est une personne qui (avec ses associés) détient au moins 10 % des actions ou des droits de vote de la Société ou qui est en mesure d'influer de manière importante sur la gestion de la Société grâce à son actionnariat dans la Société.

Les lois de Hong Kong, de Singapour et des îles de Jersey et de Guernesey, qui font partie des îles de la Manche, imposent des obligations semblables à l'égard des filiales de la Société et prévoient des infractions similaires. Ces filiales sont régies par les autorités de réglementation des contrats à terme standardisés et des valeurs mobilières dans ces territoires.

## QUORUM

Les statuts de la Société prévoient que le quorum pour une question à l'ordre du jour de l'assemblée est de deux personnes qui détiennent ou représentent par procuration au total au moins 5% des actions émises conférant des droits de vote à l'assemblée.

## Titres avec droit de vote et principaux porteurs de titres avec droit de vote

---

Les administrateurs de la Société ont fixé le 6 juin 2016 comme date de clôture des registres aux fins de déterminer les actionnaires ayant le droit de voter à l'assemblée. Seuls les actionnaires inscrits le 6 juin 2016 ont le droit de voter à l'assemblée, qu'elle ait été ajournée ou non. Chaque actionnaire inscrit dispose d'un vote pour chaque action ordinaire détenue à la fermeture des bureaux le 6 juin 2016. À cette date, il y avait 103 820 406 actions ordinaires de la Société en circulation.

À la connaissance des administrateurs et des hauts dirigeants de la Société, en date du 6 juin 2016, personne ni aucune société ne détenait ou ne contrôlait, directement ou indirectement, des actions ordinaires de la Société assurant au moins 10 % des droits de vote rattachés aux actions ordinaires.

## Élection des administrateurs

---

Les administrateurs de la Société sont élus par ses actionnaires à chaque assemblée générale annuelle et occupent leurs fonctions pendant un an jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce que leur remplaçant ait été dûment élu ou nommé.

La direction de la Société propose la candidature des personnes dont le nom figure dans le tableau suivant à l'élection à titre d'administrateurs de la Société, pour siéger à ce titre jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce que leur remplaçant ait été dûment élu ou nommé. En l'absence de directives contraires, les droits de vote visés par les procurations données en vertu de la sollicitation par la direction de la Société seront exercés en faveur des candidats énumérés dans la présente circulaire. **La direction ne prévoit pas que l'un ou l'autre des candidats sera dans l'impossibilité de siéger comme administrateur. Si l'une des candidatures de la liste du tableau suivant est retirée avant l'assemblée, la direction exercera, à sa discrétion, les droits de vote visés par la procuration en faveur de l'élection de toute(s) autre(s) personne(s) à un poste d'administrateur.**

Le tableau suivant indique le nom des candidats à l'élection à titre d'administrateurs, les postes qu'ils occupent au sein de la Société, leur fonction principale, la période pendant laquelle ils ont déjà siégé comme administrateurs de la Société, leur appartenance aux comités permanents du conseil d'administration et le nombre d'actions ordinaires de la Société et de ses filiales qui sont détenues en propriété réelle ou contrôlées, directement ou indirectement, par chacun des candidats à un poste d'administrateur.

L'information relative aux actions et aux autres titres détenus en propriété réelle a été fournie par les administrateurs eux-mêmes et, à moins d'indication contraire, est en date du 31 mai 2016.

Nom et lieu de résidence	Poste au sein de la Société	Fonction principale	Administrateur depuis	Actions détenues
<b>Charles N. Bralver</b> <sup>1</sup> Westport, Connecticut	Administrateur	Administrateur de sociétés et conseiller	2010	50 500 <sup>2</sup>
<b>Massimo C. Carello</b> <sup>3</sup> Londres, Angleterre	Administrateur	Administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes	2008	75 000 <sup>2</sup>
<b>Daniel J. Daviau</b> <sup>4</sup> Toronto, Ontario	Chef de la direction et administrateur	Chef de la direction de la Société et de La Corporation Canaccord Genuity	2015	1 278 080 <sup>5</sup>
<b>Kalpna Desai</b> Hong Kong	Administratrice	Administratrice de sociétés et conseiller	2014	0 <sup>2</sup>
<b>Michael D. Harris</b> <sup>1, 6</sup> East York, Ontario	Administrateur	Conseiller d'affaires principal de Fasken Martineau DuMoulin LLP	2004	82 339 <sup>2</sup>
<b>David J. Kassie</b> <sup>7</sup> Toronto, Ontario	Président-directeur du conseil et administrateur	Président-directeur du conseil de la Société et de La Corporation Canaccord Genuity	2010	3 758 394 <sup>8</sup>
<b>Terrence A. Lyons</b> <sup>1, 3, 9</sup> Vancouver, Colombie-Britannique	Administrateur principal	Administrateur de sociétés et conseiller	2004	41 568 <sup>2</sup>
<b>Dipesh J. Shah</b> <sup>3</sup> Londres, Angleterre	Administrateur	Administrateur de sociétés	2012	0 <sup>2</sup>

1) Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.

2) De plus, avec prise d'effet à partir du 1<sup>er</sup> avril 2011, chacun des administrateurs indépendants a reçu des unités d'actions différées. Se reporter à la note c) du tableau sous l'en-tête « Rémunération des administrateurs » à la page 33 et à la rubrique « Unités d'actions différées » à la page 35. MM. Harris et Lyons, qui étaient administrateurs avant le 1<sup>er</sup> avril 2011, se sont chacun vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 100 000 actions ordinaires de la Société (dont 75 000 sont arrivées à échéance). M. Bralver n'est devenu administrateur qu'en février 2010, et des options visant l'achat d'un maximum de 25 000 actions ordinaires de la Société lui ont été attribuées. M. Carello n'est devenu administrateur qu'en août 2008, et des options visant l'achat d'un maximum de 75 000 actions ordinaires de la Société (dont 50 000 sont arrivées à échéance) lui ont été attribuées. M. Shah et M<sup>me</sup> Desai ne sont devenus administrateurs qu'après le 1<sup>er</sup> avril 2011, et aucune option ne leur a été attribuée.

3) Membre du comité d'audit.

4) M. Daviau a été administrateur de Concave Holdings Inc. jusqu'au 4 février 2011, lorsque la société a déposé une cession en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada). Le 6 septembre 2011, un syndic de faillite a été nommé, et une vente à condition et une ordonnance de dévolution ont eu lieu relativement à la faillite.

5) De ces actions, 893 866 sont détenues par une fiducie dont M. Daviau est l'un des bénéficiaires. En outre, M. Daviau participe au RILT de la Société. Se reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36. M. Daviau détient 468 077 unités d'actions temporairement inaccessibles.

6) M. Harris a été administrateur de Naturade, Inc. société ouverte des États-Unis, jusqu'en août 2006. Dans l'année ayant suivi sa démission, cette société a déposé une requête en vue d'une réorganisation en vertu du chapitre 11 du *Bankruptcy Code* des États-Unis. M. Harris était administrateur de Grant Forest Products Inc. Le 25 juin 2009, la Cour supérieure de justice de l'Ontario (rôle commercial) a rendu une ordonnance en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« LACC ») à l'égard de Grant Forest Products Inc. M. Harris est resté administrateur de Grant Forest Products Inc. jusqu'au 30 juin 2010 afin d'aider à la réalisation ordonnée de l'arrangement en vertu de la LACC.

7) M. Kassie était président du conseil d'administration et administrateur de SkyPower Corporation au moment où, le 12 août 2009, la Cour supérieure de justice de l'Ontario (rôle commercial) a rendu une ordonnance en vertu de la LACC à l'égard de SkyPower Corporation. La réalisation des biens de la société (désormais appelée Interwind Corp.) est en cours et, à ce jour, aucun paiement n'est en souffrance à l'égard des créanciers. M. Kassie était également administrateur d'ACE Aviation Holdings Inc. au moment où, le 25 avril 2012, les actionnaires ont adopté une résolution approuvant la liquidation de la société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Le processus de liquidation est toujours en cours.

8) De ces actions, 238 520 sont détenues par une fiducie dont M. Kassie est l'un des bénéficiaires. De plus, M. Kassie participe au RILT de la Société. Se reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36. M. Kassie détient 137 530 unités d'actions temporairement inaccessibles.

9) M. Lyons était administrateur et chef de la direction de FT Capital Ltd. (FT Capital), laquelle était sous le coup d'une interdiction d'effectuer des opérations sur valeurs au Manitoba, en Ontario et au Québec en juillet et en août 2003 pour avoir omis de déposer ses états financiers depuis l'exercice clos le 31 décembre 2002. FT Capital a été liquidée et dissoute le 30 juin 2009 et M. Lyons a cessé d'être administrateur. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, M. Lyons était aussi administrateur de Royal Oak Ventures Inc. (Royal Oak), laquelle était sous le coup d'une interdiction d'effectuer des transactions sur valeurs en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec pour avoir omis de déposer ses états financiers depuis l'exercice clos le 31 décembre 2003. M. Lyons a été élu au conseil d'administration de FT Capital et Royal Oak principalement en raison de sa précieuse expérience et de ses compétences en matière de restructuration financière dans un contexte d'insolvabilité.

## VOTE À LA MAJORITÉ

En vertu de la loi sur les sociétés applicable, les actionnaires ne peuvent que voter « en faveur » des administrateurs ou « s'abstenir » de voter, mais ne peuvent pas voter « contre » eux. Par conséquent, un seul vote en faveur d'un administrateur peut entraîner son élection, quel que soit le nombre d'abstentions. Dans le cadre de l'assemblée, le formulaire de procuration utilisé pour l'élection des administrateurs permettra aux actionnaires de voter séparément en faveur de chaque candidat au poste d'administrateur ou de s'abstenir. Le conseil a adopté une politique de vote à la majorité en exigeant des administrateurs qu'ils remettent leur démission dans les cas (sauf dans le cas d'élections contestées) où le nombre d'abstentions est supérieur au nombre de votes exprimés en leur faveur. Le conseil doit déterminer s'il accepte ou non la démission dans les 90 jours suivant la date de l'élection. Il ne doit accepter la démission d'un administrateur sauf dans des circonstances exceptionnelles. L'administrateur qui a soumis sa démission ne peut pas participer aux assemblées au cours desquelles la démission est examinée. Le conseil doit rapidement publier un communiqué de presse annonçant sa décision. Si le conseil refuse la démission, le communiqué doit indiquer clairement les raisons de cette décision.

Dans le cas où une élection est contestée, lorsque le nombre de candidats au poste d'administrateur est supérieur au nombre d'administrateurs à élire, sous réserve de la loi applicable, le mode de scrutin qui sera appliqué aux fins de l'élection des administrateurs à l'assemblée sera déterminé par le président de l'assemblée à son entière discrétion. Pour plus de certitude, le président de l'assemblée, dans le contexte d'une élection contestée, peut décider d'imposer un scrutin en liste pour élire les administrateurs.

## RÉSULTATS DES VOTES DE L'ÉLECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Lors de l'assemblée générale annuelle des porteurs d'actions ordinaires tenue le 5 août 2015, les actionnaires ont voté en faveur de la nomination d'Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. comme auditeurs de la Société pour l'exercice suivant et ont autorisé les administrateurs à fixer leur rémunération (99,72 % en faveur), ont voté en faveur de l'établissement du nombre d'administrateurs à neuf (99,86 % en faveur), et ont voté pour les candidats aux postes d'administrateur proposés par la direction comme suit :

Administrateur	Votes « en faveur », en pourcentage des votes exprimés pour l'administrateur ou des absentions
Charles N. Bralver	98,43 %
Massimo C. Carello	99,43 %
Kalpana Desai	99,51 %
Michael D. Harris	62,34 %
David J. Kassie	97,80 %
Terrence A. Lyons	72,13 %
Dipesh Shah	99,12 %

## ANTÉCÉDENTS DES CANDIDATS

Le profil des candidats à l'élection à titre d'administrateur de la Société est résumé ci-après. Sauf pour ce qui figure ci-dessous, chaque candidat a occupé la même fonction principale au cours des cinq dernières années.

**Charles N. Bralver**, 64 ans, est membre de la direction des services financiers et possède plus de 30 ans d'expérience en marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il siège toujours au conseil consultatif principal d'Oliver Wyman et il est également conseiller principal pour le fonds de couverture Silverpoint Capital. M. Bralver a agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et d'administrateur et de membre du comité des risques de NewStar Financial, Inc. et siège au comité de réception de la Fletcher School. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy et du Dartmouth College.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Bralver est administrateur des sociétés ouvertes NewStar Financial, Inc. et The Co-operative Bank p.l.c. M. Bralver a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016. Il a été nommé membre du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération le 9 avril 2015, et a assisté aux six réunions de ce comité qui ont eu lieu depuis.

**Massimo Carello**, chevalier commandeur de l'ordre royal de François 1<sup>er</sup> des deux Siciles, 67 ans, est administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes.

Il a été président du conseil et chef de la direction de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004, et président du conseil et chef de la direction de Fiat UK Ltd., de 1990 à 2001. Il a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 et membre du comité européen de CBI. Il a été vice-président de la chambre de commerce italienne au Royaume-Uni de 1998 à 2005. Il est vice-président honoraire de CLIC Sargent, l'organisme caritatif chef de file dans la lutte contre le cancer chez les enfants et les jeunes au Royaume-Uni.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Carello est administrateur et membre du comité d'audit des sociétés ouvertes Canadian Overseas Petroleum Limited et Orsu Metals Corporation. Jusqu'en décembre 2010, il a également été administrateur et membre du comité d'audit d'Uranium One Inc. Des réunions du conseil d'administration et du comité auxquels il siégeait tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016, M. Carello a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration et aux cinq réunions du comité d'audit.

**Daniel Daviau**, 51 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction du Groupe Canaccord Genuity le 1<sup>er</sup> octobre 2015. M. Daviau occupait la fonction de président de l'entreprise nord-américaine des marchés des capitaux de Canaccord Genuity depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de l'entreprise axée sur les marchés des capitaux des États-Unis, contribuant à structurer ses activités de financement de sociétés,

de recherche, de ventes et de négociation dans la région, ainsi qu'à améliorer les capacités transfrontalières. De 2010 à 2012, M. Daviau a été chef du financement de sociétés de Canaccord Genuity et a activement pris part à l'amélioration des capacités de diversification sectorielle de l'entreprise, en plus de contribuer à sa stratégie de croissance mondiale. Avant la fusion Canaccord/Genuity annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Genuity Marchés de Capitaux, où il a occupé différents postes importants depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été chef adjoint, Banque d'investissement, à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Alors qu'il travaillait pour Marchés mondiaux CIBC, M. Daviau a également été chef du groupe médias et télécommunications à compter de 2000 et chef des services bancaires d'investissement, technologie au Canada à compter de 1997.

Ayant commencé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau a acquis une expérience considérable en transactions financières et opérations de fusions et acquisitions de tous genres. En matière d'émissions d'actions, son expérience comprend des financements publics et privés de différentes entreprises mondiales de technologie, de jeux en ligne, de médias et de télécommunications de premier plan. Alors qu'il évoluait dans le domaine des fusions et acquisitions, M. Daviau a fourni des conseils sur des transactions dont la valeur globale dépassait 50 milliards de dollars américains.

M. Daviau est établi à Toronto, au Canada. Il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall/Université York et d'un baccalauréat ès arts (mathématiques et statistiques) de la University of Western Ontario.

Actuellement, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte. M. Daviau a assisté aux quatre réunions du conseil d'administration tenues entre sa nomination à titre d'administrateur (le 1<sup>er</sup> octobre 2015) et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Kalpana Desai**, 49 ans, est administratrice de sociétés et conseillère. Elle compte plus de 25 ans d'expérience en consultation et en financement de sociétés internationales. De 2010 à 2013, elle a dirigé Macquarie Capital Asia, division de financement de sociétés du Groupe Macquarie, et elle a siégé au comité des activités mondiales de Macquarie Capital. Avant de se joindre au Groupe Macquarie en 2009, M<sup>me</sup> Desai était chef du groupe des fusions et des acquisitions pour l'Asie-Pacifique et directrice générale de la division de financement de sociétés de Bank of America Merrill Lynch, située à Hong Kong, après s'être jointe à la Merrill Lynch en 1998. Auparavant, M<sup>me</sup> Desai a travaillé au sein des divisions de financement de sociétés de Barclays de Zoete Wedd (qui fait maintenant partie de Credit Suisse) et de J. Henry Schroder Wagg (qui fait maintenant partie de Citibank), à Londres, après avoir amorcé sa carrière dans la division des services-conseils en services financiers de PricewaterhouseCoopers.

De 2007 à 2014, M<sup>me</sup> Desai a fait partie du groupe d'experts sur les offres publiques d'achat et les fusions de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

M<sup>me</sup> Desai est née au Kenya et a fait ses études au Royaume-Uni. Elle habite à Hong Kong depuis 1997. Elle détient un baccalauréat ès sciences avec distinction de la London School of Economics and Political Science et est membre associée de l'Institute of Chartered Accountants of England and Wales.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M<sup>me</sup> Desai est administratrice indépendante de Henderson Group plc, qui est cotée aux bourses de Londres et de Sydney. M<sup>me</sup> Desai a assisté à huit des neuf réunions du conseil d'administration tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Michael Harris, IAS.A**, 71 ans, est conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin LLP à Toronto et président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes. Avant de se joindre à Fasken Martineau en septembre 2013, M. Harris était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell à Toronto, à compter de mars 2010, après avoir été conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Goodmans LLP à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président d'école et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22<sup>e</sup> premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, M. Harris est administrateur du Manning Centre for Building Democracy. Il a été président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. M. Harris est également senior fellow de l'Institut Fraser. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes suivantes : Chartwell, résidence pour retraités (président), Colliers International Group Inc. (CIGI) et Routel Inc. (président). Des réunions du conseil d'administration et du comité auquel il siégeait tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016, M. Harris a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration et aux six réunions du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.

**David Kassie**, 60 ans, est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1<sup>er</sup> avril 2012. Il a été le directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1<sup>er</sup> avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et, le 1<sup>er</sup> octobre 2015, lorsque le nouveau président et chef de la direction est entré en fonction, il est devenu président-directeur du conseil.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste, et siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs en plus d'être président du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences et de siéger au conseil d'administration de la Richard Ivey School of Business et, anciennement, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce avec spécialisation en économie de l'Université McGill (1977), ainsi qu'un MBA de l'Université de Western Ontario (1979).

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée. M. Kassie a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Terrence Lyons, IAS.A**, 66 ans, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Corp. (président du conseil), Martinrea International Inc. et Polaris Materials Corporation (président du conseil). M. Lyons est associé directeur à la retraite de Brookfield Asset Management ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold Inc. pour créer une nouvelle société aurifère de moyenne capitalisation. Il a également été président du conseil d'administration de Eacom Timber Corporation, qui a été vendue à une société de capital-investissement en 2013. En 2014, il a démissionné de son poste d'administrateur chez BC Pavilion Corporation (Pavco), Royal Oak Ventures, qui a été privatisée par Brookfield, et du BC Board of the Institute of Corporate Directors.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université de Western Ontario. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs dont Jeunes Entreprises, Jeux olympiques spéciaux et Centraide. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique et gouverneur du comité de direction du BC Business Council. En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International Inc., Polaris Materials Corporation et Sprott Resource Corp. Des réunions du conseil d'administration et des comités auxquels il siégeait tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016, M. Lyons a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration, aux cinq réunions du comité d'audit et aux six réunions du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.

**Dipesh Shah, officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), fellow de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.)**, 63 ans, est administrateur des conseils d'administration de Thames Water, de The Crown Estate, du Cavendish Fluor Partnership et du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures (le « Fonds Marguerite de l'UE », où il est président du comité de placement). Il est également fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah était auparavant chef de la direction de la UK Atomic Energy Authority et de plusieurs grandes entreprises au sein de BP Plc, où il a été membre de la direction pendant plus d'une décennie et, plus récemment, chef mondial des acquisitions et dessaisissements. M. Shah était notamment président du conseil de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. M. Shah a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JKN Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, et administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016. De plus, il a été administrateur de plusieurs entreprises importantes, dont Babcock International Group Plc et Lloyd's of London, le marché d'assurance. Il a également été membre du Comité consultatif du gouvernement britannique sur l'énergie renouvelable de 1994 à 2002. Il assumait auparavant les fonctions d'économiste en chef de BP Oil UK.

M. Shah est né en Inde et a grandi en Ouganda. Il est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme en gestion de la Harvard Business School. Il a été nommé officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), dans le cadre des honneurs de 2007, et il est membre à vie de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.).

Actuellement, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte. M. Shah a assisté aux neuf réunions du conseil d'administration tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

### Compétences et expériences

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine annuellement les critères généraux et particuliers applicables aux candidats dont la nomination au conseil sera envisagée. Cet examen vise à faire en sorte que la composition du conseil continue d'offrir la meilleure combinaison de compétences et d'expériences pour guider la stratégie à long terme et les activités commerciales courantes de la Société. Cet examen tient compte du bien-fondé du maintien chez les administrateurs d'une diversité raisonnable de compétences, d'expériences et de qualités personnelles, en plus des principales caractéristiques communes requises pour favoriser une participation efficace du conseil.

Le comité tient à jour une grille des compétences servant à identifier les lacunes ou les nouveaux domaines d'importance. Les compétences clés suivantes ont été déterminées :

- a) *Expertise financière.* A des compétences financières; ce qui signifie qu'il a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en comptabilité et information financière et en finance d'entreprise, surtout en ce qui a trait aux marchés des obligations et des actions. Connaissance approfondie des contrôles internes et des PCGR ou des IFRS. Compétences en audit, en évaluation ou en analyse d'états financiers. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine (p. ex., un titre professionnel ou un diplôme en administration).
- b) *Expertise en gouvernance.* Expérience en matière de gouvernance à titre d'administrateur ou de membre de la haute direction, notamment à titre de président d'un comité de gouvernance ou de mise en candidature (secteur public, privé ou sans but lucratif) ou dans un rôle de premier plan, soit comme chef du contentieux ou secrétaire général, y compris l'expertise acquise dans ce domaine grâce à un poste dans un cabinet d'avocat. Peut avoir une formation technique et une formation officielle (p. ex., un titre lié à la gouvernance ou d'administrateur) ou une autre formation académique liée à une profession en gouvernance.
- c) *Expérience en planification stratégique ou gestion de projets.* Expérience à titre de membre de la haute direction dans des projets d'infrastructure d'envergure ou des programmes de dépenses d'investissement. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine.
- d) *Expérience éprouvée en direction d'entreprises.* Expérience à titre de membre de la haute direction apportant une vision et une orientation stratégique visant à encourager l'innovation et à conceptualiser les principales tendances de manière à continuellement mettre l'entreprise au défi d'affiner sa vision tout en atteignant une croissance interne importante.
- e) *Compétences en matière de ressources humaines.* Expérience à titre de membre de la haute direction ou participation au sein d'un comité d'un conseil, et bonne connaissance de la rémunération, des programmes d'avantages sociaux et de retraite, de la planification en matière de capital humain, des dispositions législatives et des ententes. Des compétences particulières en rémunération des dirigeants sont requises, notamment en ce qui a trait au salaire de base, aux incitatifs, aux actions et aux avantages indirects, ainsi qu'une connaissance de la rétention, de la relève, de la formation et du recrutement du capital humain.
- f) *Compétences en matière de gestion des risques.* Expérience à titre de membre de la haute direction dans l'analyse de l'exposition aux risques et la détermination de facteurs d'atténuation appropriés visant à traiter cette exposition de la meilleure façon possible.
- g) *Expérience à titre de président d'un comité ou d'un conseil.* Expérience à titre de membre du conseil d'administration d'une importante société ou organisation (secteur public, privé ou sans but lucratif).
- h) *Expérience en marketing et communications.* Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en marketing et communications pour le secteur des services financiers.
- i) *Expérience en technologies de l'information (TI).* Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en TI. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine.
- j) *Expérience politique ou gouvernementale.* Expérience dans un poste de haut niveau d'un gouvernement municipal, provincial ou fédéral, ou expérience à titre de membre de la haute direction dans le domaine de la consultation politique et publique.
- k) *Expérience sectorielle et fonctionnelle.* Expérience à titre de membre de la haute direction, en prestation de services consultatifs ou juridiques dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants, ainsi qu'une excellente connaissance du secteur : stratégie, marchés, concurrence, finance, enjeux opérationnels, questions réglementaires et technologie; peut comprendre une formation technique et une formation officielle dans ce domaine : banque d'investissement, fusions et acquisitions, ventes et négociation et gestion de patrimoine.

- l) *Expérience spécifique à un pays.* Expérience à titre de membre de la haute direction, en prestation de services consultatifs ou juridiques dans au moins une des régions suivantes, ainsi qu'une excellente connaissance de la stratégie, des marchés, de la concurrence, des enjeux culturels et opérationnels et des questions gouvernementales et réglementaires de cette région : Canada, Royaume-Uni, États-Unis et Asie.

Le comité a relevé les compétences des candidats à l'élection à titre d'administrateur de la Société dans le contexte de la grille des compétences, comme suit :

	Charles N. Bralver	Massimo Carello	Dan Daviau	Kalpana Desai	Michael Harris	David Kassie	Terrence Lyons	Dipesh Shah
Expertise financière	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expertise en gouvernance	✓			✓	✓	✓	✓	✓
Expérience en planification stratégique ou gestion de projets	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expérience éprouvée en direction d'entreprises	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Compétences en matière de ressources humaines		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Compétences en matière de gestion des risques	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expérience à titre de président d'un comité ou d'un conseil	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Expérience en marketing/communications	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expérience en technologies de l'information (TI)								
Expérience politique ou gouvernementale					✓			✓
Expérience sectorielle et fonctionnelle								
Banque d'investissement	✓		✓	✓		✓	✓	
Fusions et acquisitions		✓	✓	✓		✓	✓	✓
Ventes et négociation	✓		✓			✓		
Gestion de patrimoine	✓		✓	✓		✓	✓	
Expérience spécifique à un pays								
Canada	✓		✓		✓	✓	✓	
Royaume-Uni	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
États-Unis	✓	✓	✓			✓	✓	✓
Asie				✓		✓	✓	✓

## Nomination des auditeurs

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. agit comme auditeur de la Société depuis le 21 juin 2004. La direction de la Société entend reconduire la nomination de ce cabinet. Les procurations données en vertu de la sollicitation par la direction de la Société seront, dans le cadre de tout scrutin, exercées conformément aux directives et, en l'absence de directives, elles seront exercées en faveur de la reconduction de la nomination d'Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. selon une rémunération à être fixée par les administrateurs.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. avait facturé des honoraires de 3 735 710 \$ pour des services d'audit (y compris les audits légaux et réglementaires pour les filiales situées dans les territoires où de tels audits sont exigés), 45 000 \$ en honoraires liés à l'audit, 156 830 \$ en honoraires d'observation fiscale et de préparation de déclarations de revenus, et 859 881 \$ en honoraires pour des services consultatifs, y compris des travaux de consultation sur diverses questions liées à l'impôt des sociétés, notamment les honoraires de fiscalité relatifs aux acquisitions. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. avait facturé des honoraires de 3 036 150 \$ pour des services d'audit (y compris les audits légaux et réglementaires pour les filiales situées dans les territoires où de tels audits sont exigés), 144 947 \$ en honoraires liés à l'audit, 308 263 \$ en honoraires d'observation fiscale et de préparation de déclarations de revenus, et 604 865 \$ en honoraires pour des services consultatifs, y compris des travaux de consultation sur diverses questions liées à l'impôt des sociétés, notamment les honoraires de fiscalité relatifs aux acquisitions.

## Énoncé sur la gouvernance d'entreprise

En qualité d'entreprise constituée en vertu de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) et d'« émetteur assujéti » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières, Canaccord Genuity est assujéti aux exigences, lignes directrices et obligations d'informations connexes (le cas échéant) en matière de gouvernance d'entreprise de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), à ses statuts constitutifs, aux chartes des comités du conseil et aux autres politiques et lois applicables, y compris le Règlement 52-110 (qui prévoit un certain nombre d'exigences obligatoires à l'égard des comités d'audit de sociétés ouvertes), le Règlement 58-201 (qui énonce les lignes directrices sur la gouvernance d'entreprise des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières visant, notamment, la composition et l'efficacité du conseil, l'adoption d'un mandat écrit du conseil reconnaissant la responsabilité du conseil à l'égard de l'identification des principaux risques liés aux activités d'un

émetteur et de la mise en œuvre de systèmes appropriés pour gérer ces risques, de l'adoption et de la surveillance de normes écrites abordant diverses questions, dont les conflits d'intérêts, de la nomination d'un comité de la rémunération composé d'administrateurs indépendants responsables d'un certain nombre d'aspects liés à la rémunération, et de l'élaboration d'une politique efficace en matière de communication) et le Règlement 58-101 (qui exige que les sociétés ouvertes fournissent de l'information sur un certain nombre de questions liées à la gouvernance d'entreprise).

La *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) peut être consultée sur le site Web de la Queen's Printer for British Columbia, à l'adresse [www.bclaws.ca](http://www.bclaws.ca). Les statuts constitutifs de la Société et les résumés des chartes des comités du conseil, la politique sur les contrôles de divulgation, la politique de dénonciation de Canaccord et le code de déontologie et d'éthique commerciale se trouvent sur le site Web de la Société, à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com](http://www.canaccordgenuitygroup.com) (sous « Relations investisseurs – Gouvernance d'entreprise » et « Corporate Disclosure » (en anglais seulement)). Les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, y compris les Règlements 52-110, 58-201 et 58-101, peuvent être consultées sur le site Web de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, à l'adresse [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca), sous « Droit des valeurs mobilières – Normes, règles et politiques ».

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société compte actuellement dix administrateurs, dont la majorité (huit) sont indépendants de la direction. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et se réunit hors de la présence de la direction à chaque réunion du conseil. Les administrateurs indépendants sont Charles Bralver, Massimo Carello, Kalpana Desai, William Eeuwes, Michael Harris, Terrence Lyons, Dennis Miller et Dipesh Shah. Les deux autres administrateurs ne sont pas indépendants : David Kassie et Daniel Daviau font tous deux partie de la haute direction de Canaccord Genuity.

Aucun des administrateurs indépendants ne participe aux activités quotidiennes de la Société ou de l'une de ses filiales, n'est partie à un contrat important avec la Société ou l'une de ses filiales, ni ne reçoit de rémunération de la Société ou de ses filiales, à l'exception de sa rémunération et du remboursement des dépenses à titre d'administrateur.

Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur chaque administrateur qui se présente aux élections, y compris toute relation avec la Société, ainsi que sur les autres postes d'administrateurs occupés, à partir de la page 7 de la présente circulaire.

Le président du conseil n'est pas un administrateur indépendant, mais le conseil d'administration a nommé Terrence Lyons, administrateur indépendant, pour agir à titre d'administrateur principal. L'administrateur principal a un mandat écrit. De manière générale, il a la responsabilité d'agir comme agent de liaison entre la direction et le conseil d'administration afin de veiller à ce que leurs relations soient professionnelles et constructives. Il doit notamment faire en sorte que les frontières entre le conseil et la direction soient bien comprises et respectées par les membres de la direction et les administrateurs et que le conseil soit régulièrement et adéquatement mis au courant par le chef de la direction et les autres membres de la direction de l'évolution de toutes les questions d'importance pour le travail du conseil. Il soutient le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération dans l'élaboration des critères de sélection des candidats au poste d'administrateur et la recommandation de candidats au conseil ainsi que dans la mise en œuvre d'un programme d'encadrement et de formation approprié à l'intention des nouveaux membres du conseil. L'administrateur principal s'assure que le conseil est doté d'un processus d'évaluation du rendement du chef de la direction et que des plans appropriés sont en place en ce qui a trait à la relève, au perfectionnement et à la rémunération des membres de la haute direction. Il se penche sur les problèmes de conflit d'intérêts des administrateurs, le cas échéant.

L'administrateur principal est aussi chargé de recevoir les communications de parties intéressées destinées aux administrateurs indépendants et de déterminer s'il y a des mesures à prendre à leur égard. Ces communications peuvent être envoyées par écrit par la poste à l'attention de M. Lyons à l'adresse 2039 West 35th avenue, Vancouver (Colombie-Britannique) V6M 1J1.

À chaque réunion du conseil d'administration, les administrateurs indépendants se réunissent, sous la direction de l'administrateur principal, hors la présence des administrateurs qui ne sont pas indépendants et des membres de la direction. Les administrateurs indépendants ont tenu neuf réunions de ce genre entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016. Le conseil autorise les administrateurs et les présidents des comités à retenir, à leur initiative, les services de conseillers indépendants aux frais de la Société lorsque les circonstances le justifient.

## Mandat du conseil d'administration et descriptions des fonctions

Le conseil d'administration, agissant dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, est responsable de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance du conseil (le « mandat »), qui comprend un mandat écrit pour le conseil ainsi que des descriptions de fonctions pour le président du conseil, le chef de la direction, l'administrateur principal, chaque administrateur individuel, chaque comité du conseil et le président de chacun des comités du conseil.

Le mandat du conseil d'administration de la Société est le suivant :

**I. Introduction**

1. La responsabilité première du conseil d'administration (le « conseil ») est de favoriser le succès à long terme de la Société conformément à sa responsabilité à l'égard des actionnaires de maximiser la valeur pour les actionnaires.
2. Le présent mandat vise à aider le conseil et la direction à préciser les responsabilités et à assurer des communications efficaces entre le conseil et la direction.

**II. Composition et organisation du conseil**

1. Les candidats au poste d'administrateur sont initialement déterminés et recommandés par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, sont approuvés par l'ensemble du conseil et sont élus chaque année par les actionnaires de la Société.
2. Certaines des responsabilités du conseil mentionnées aux présentes peuvent être déléguées à ses comités. Les responsabilités de ces comités seront celles énoncées dans leur mandat, dans sa version modifiée, le cas échéant.

**III. Devoirs et responsabilités**

**A. Gestion des affaires du conseil**

Le conseil fonctionne en déléguant certains de ses pouvoirs, y compris l'autorisation des dépenses, à la direction et en se réservant certains pouvoirs. Sous réserve des obligations légales et des statuts constitutifs de la Société, le conseil conserve la responsabilité de gérer ses propres affaires, notamment :

- a) la planification de sa composition et de sa taille;
- b) le choix de son président;
- c) la nomination de candidats à l'élection au conseil;
- d) la mise sur pied de comités;
- e) la détermination de la rémunération des administrateurs indépendants; et
- f) l'évaluation de l'efficacité du conseil, des comités et des administrateurs dans l'exécution de leurs fonctions.

**B. Direction et ressources humaines**

Le conseil est responsable :

- a) de la nomination et de la relève du chef de la direction et de la surveillance du rendement du chef de la direction, de l'approbation de sa rémunération et de la prestation de conseils au chef de la direction dans l'exécution de ses fonctions;
- b) de l'approbation du mandat du chef de la direction;
- c) de l'approbation des objectifs à l'échelle de la Société que le chef de la direction a la responsabilité d'atteindre;
- d) de l'examen, au moins une fois l'an, du rendement du chef de la direction par rapport aux objectifs convenus;
- e) dans la mesure du possible, de l'obtention de la conviction que le chef de la direction et les autres hauts dirigeants sont intègres et qu'ils créent une culture d'intégrité et de conformité à l'échelle de la Société;
- f) de l'approbation de certaines décisions relatives au chef de la direction et aux hauts dirigeants qui relèvent directement de ce dernier, notamment :
  - i) la nomination et la destitution de ces dirigeants;
  - ii) la rémunération et les avantages sociaux de ces dirigeants; et
  - iii) l'acceptation des conseils d'administration d'autres sociétés ouvertes où peuvent siéger ces dirigeants (à l'exception des organismes sans but lucratif);
- g) de l'assurance que des programmes de planification de la relève sont en place, y compris des programmes de formation et de perfectionnement des membres de la direction; et
- h) de l'approbation de certaines questions relatives à l'ensemble des employés, dont :
  - i) la politique/le programme sur le salaire annuel des employés; et
  - ii) les nouveaux programmes d'avantages sociaux ou les changements importants aux programmes existants.

**C. Stratégie et plans**

Le conseil est responsable :

- a) de l'adoption d'un processus d'élaboration d'un plan stratégique pour la Société qui tient compte notamment des possibilités et des risques de l'entreprise;

- b) de la collaboration avec la direction à l'élaboration du plan stratégique de la Société et de son approbation finale;
- c) de l'approbation des plans annuels relatifs aux immobilisations et à l'exploitation à l'appui de la capacité de la Société de respecter son plan stratégique;
- d) de l'approbation de l'ajout ou du retrait de secteurs d'activité qui ont ou sont susceptibles d'avoir de l'importance pour la Société;
- e) de l'approbation des cessions et des acquisitions importantes; et
- f) du contrôle des progrès de la Société vers l'atteinte de ses objectifs et de la revue et de la modification de son orientation par l'intermédiaire de la direction, à la lumière de l'évolution de la situation.

*D. Questions liées aux finances et à l'entreprise*

Le conseil est responsable :

- a) de la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre et l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion de la Société;
- b) de la surveillance des résultats d'exploitation et financiers;
- c) de l'approbation des états financiers annuels et des résultats financiers trimestriels;
- d) de la déclaration des dividendes;
- e) de l'approbation des financements, des changements au capital autorisé, de l'émission et du rachat d'actions, de l'émission de titres de créance, de l'inscription d'actions et d'autres titres, de l'émission de billets de trésorerie et des prospectus et actes de fiducie connexes; et
- f) de la recommandation de la nomination des auditeurs externes et de l'approbation de leur rémunération.

*E. Gestion de l'entreprise et des risques*

Le conseil est responsable :

- a) de la vérification que la direction recense les principaux risques des activités de la Société et met en œuvre des systèmes appropriés pour les gérer;
- b) de l'évaluation et de la surveillance des systèmes de contrôle de gestion :
  - i) évaluation de l'information fournie par la direction et d'autres (p. ex. les auditeurs internes et externes) quant à l'efficacité des systèmes de contrôle de gestion;
  - ii) compréhension des principaux risques et examen du fait que la Société réussit à établir un bon équilibre entre les risques et les rendements et que la direction veille à ce que des systèmes soient en place en réponse aux risques recensés; et
  - iii) examen d'un rapport annuel du chef de la conformité qui intégrera les résultats de l'audit de l'OCRCVM, les changements du contexte réglementaire et les autres initiatives en matière de conformité.

*F. Politiques et procédures*

Le conseil est responsable :

- a) de la revue de la conformité à toutes les politiques et procédures importantes régissant l'exploitation de la Société;
- b) des directives à la direction pour veiller à ce que la Société soit exploitée en tout temps en conformité avec les lois et règlements applicables; et
- c) de l'examen des nouvelles politiques importantes ou des modifications notables aux politiques existantes (y compris, par exemple, les politiques concernant la conduite des affaires, les conflits d'intérêts et les autres exigences réglementaires).

*G. Rapports de conformité et communications de l'entreprise*

Le conseil est responsable :

- a) de l'assurance que la Société est dotée de rapports et systèmes de conformité légale et réglementaire efficaces;
- b) de l'assurance que la Société est dotée de processus efficaces de communication avec les actionnaires et autres parties intéressées et avec les interlocuteurs en matière de finances, de réglementation ou autres, y compris une politique de communication pour la Société;
- c) de l'approbation de l'interaction avec les actionnaires sur tous les points exigeant leur approbation;
- d) de l'assurance que le rendement financier de la Société est adéquatement et régulièrement présenté en temps opportun aux actionnaires, aux autres porteurs de titres et aux organismes de réglementation;

- e) de l'assurance que les résultats financiers sont présentés fidèlement et selon les principes comptables généralement reconnus;
- f) de la présentation annuelle d'un rapport aux actionnaires sur la gérance du conseil pour l'année précédente (le rapport annuel).

#### IV. Obligations légales générales du conseil d'administration

1. Le conseil est responsable :
  - a) des directives à la direction pour assurer que les exigences juridiques ont été respectées et que les documents et registres ont été dûment préparés, approuvés et conservés; et
  - b) de l'approbation des changements aux statuts constitutifs, des points exigeant l'approbation des actionnaires et de l'ordre du jour des assemblées des actionnaires.
  
2. En vertu du droit de la Colombie-Britannique, les administrateurs sont assujettis à des devoirs et obligations fiduciaires définis par la common law et partiellement par la loi. Il est impossible de définir exhaustivement ces devoirs et obligations, mais les plus importants sont les suivants :
  - a) sous réserve de la *Business Corporations Act* et des statuts de la Société, les administrateurs doivent gérer les affaires et l'entreprise de la Société ou en superviser la gestion (par. 136(1), *Business Corporations Act*);
  - b) chaque administrateur doit agir honnêtement, de bonne foi et au mieux des intérêts de la Société (al. 142(1)a), *Business Corporations Act*);
  - c) chaque administrateur doit faire preuve de la diligence et de la compétence qu'exercerait une personne raisonnablement prudente dans des circonstances comparables (al. 142(1)b), *Business Corporations Act*);
  - d) chaque administrateur qui, d'une façon ou d'une autre, a un intérêt direct ou indirect dans un projet de contrat ou d'opération avec la Société doit divulguer la nature et la portée de son intérêt à une réunion des administrateurs et sera tenu de rendre compte de tout bénéfice réalisé, à moins que les procédures prévues dans la *Business Corporations Act* et dans les statuts ne soient suivies (art.147 et 148, *Business Corporations Act*); et
  - e) les administrateurs sont, en vertu d'un certain nombre de lois provinciales et fédérales, personnellement responsables d'éléments comme les traitements impayés, la TPS impayée et les remises de la taxe provinciale pour les services sociaux (*social service tax*), les cotisations d'assurance-emploi impayées, les remises non effectuées au titre du régime de pensions du Canada et des retenues d'impôt sur le revenu à la source non versées.
  
3. La Société, ses actionnaires ou les organismes gouvernementaux peuvent forcer l'exécution desdits devoirs et obligations. Comme la Société exerce ses activités dans un secteur fortement réglementé, les administrateurs font face au risque particulier que les organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières tiennent compte de ces devoirs et obligations dans le cadre de l'évaluation de leur aptitude à agir comme administrateurs ou du maintien de l'inscription en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

Le président du conseil a quatre principales fonctions : a) présider les réunions des actionnaires et agir à titre d'administrateur président aux réunions du conseil et gérer les activités du conseil, notamment s'assurer que le conseil est dûment organisé, qu'il fonctionne efficacement et qu'il s'acquitte de ses obligations et responsabilités; b) faire en sorte que les communications et les relations avec les parties intéressées et le public soient efficaces en mettant l'accent sur la collaboration avec le conseil et ses membres dans le but de faciliter la prise de décision en temps opportun; c) jouer le rôle de conseiller auprès du chef de la direction et de l'équipe de la haute direction en s'assurant que les exigences en matière de rendement et d'information du conseil sont respectées; et d) assumer le rôle de principal porte-parole de Canaccord Genuity.

Le chef de la direction est responsable de la direction et de l'orientation d'ensemble de Canaccord Genuity aux yeux du conseil. Il a directement accès au conseil. Il appuie le conseil, endosse son mandat et doit faire en sorte que Canaccord Genuity exerce ses activités en respectant les politiques et le cadre stratégique établis par le conseil. Le chef de la direction donne son avis et fait des recommandations au conseil sur toutes les questions qui ont une incidence sur Canaccord Genuity, et est responsable de la direction de l'exploitation auprès de la direction et des membres du personnel de l'organisation.

#### Durée du mandat et priorités de l'administrateur

Le conseil a adopté une politique à l'égard de la durée du mandat et des priorités de l'administrateur. En vertu de cette politique, un administrateur qui atteint l'âge de 75 ans, et à chaque anniversaire par la suite tant qu'il demeure en poste, est tenu de remettre sa démission du conseil par écrit au comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Le comité, dans les 30 jours, examinera la démission et recommandera au conseil de l'accepter ou de la refuser. Le conseil donnera suite à la recommandation du comité dans les 30 jours. Si la démission est acceptée, elle entrera en vigueur soit i) avant le commencement de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société au cours de laquelle les administrateurs sont élus ou, ii) à la suite de l'acceptation de cette offre de démission par le conseil, selon ce que le conseil déterminera. En outre, la politique prévoit qu'avant de devenir administrateur de la Société pour la première fois et, par la suite,

à chaque assemblée du conseil précédant immédiatement l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société au cours de laquelle les administrateurs sont élus, chaque administrateur doit démontrer au conseil que sa participation au conseil et que l'exercice de ses fonctions en qualité d'administrateur au sein du conseil et des comités constituent l'une des principales priorités et que sa situation personnelle ou professionnelle n'aura pas d'incidence négative sur sa capacité de remplir efficacement ses fonctions d'administrateur de la Société. Il est attendu de chaque administrateur qu'il démontre son engagement notamment par un taux de présence élevé aux réunions du conseil et des comités.

#### **Encadrement et formation continue des administrateurs**

L'encadrement des nouveaux administrateurs est expressément abordé dans les directives de fonctionnement du conseil écrites que celui-ci a adoptées, et il relève du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Les nouveaux administrateurs reçoivent un volume considérable de documents de référence se rapportant à la Société, à son orientation stratégique, à son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, aux pratiques de gouvernance d'entreprise et à la vision d'entreprise. Tous les administrateurs reçoivent un manuel contenant, entre autres, les actes constitutifs, un organigramme de la Société et de ses filiales, des documents d'information sur l'entreprise, des listes des comités et leurs chartes ainsi que diverses politiques de l'entreprise.

La formation continue des administrateurs est aussi expressément abordée dans les directives de fonctionnement du conseil et relève également du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Des séances d'information sur des sujets touchant des aspects importants de l'entreprise et des activités de la Société, dont les principales divisions commerciales, les exigences légales, réglementaires et sectorielles ainsi que le contexte dans lequel la Société évolue, sont régulièrement ajoutées à l'ordre du jour des réunions du conseil.

Le conseil visite régulièrement les principaux centres d'exploitation de la Société et reçoit de l'information sur les domaines d'une importance cruciale et stratégique. Les membres du conseil assistent également chaque année à une rencontre consacrée exclusivement à la formation. Au cours de l'exercice 2016, le conseil a tenu une rencontre d'une journée et demie consacrée exclusivement à la formation à laquelle tous les administrateurs ont assisté, et au cours de laquelle ils ont reçu des informations détaillées des hauts dirigeants de Groupe Canaccord Genuity, y compris des directeurs des unités d'exploitation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie.

#### **Évaluation du rendement du conseil d'administration**

Le conseil a une politique d'évaluation du rendement du conseil, de ses comités et de ses administrateurs individuels. Sur une période de deux ans a lieu une évaluation officielle du conseil et de ses comités et une évaluation officielle et individuelle des administrateurs, y compris une évaluation par les pairs. L'évaluation officielle du conseil et de ses comités comprend un sondage détaillé portant sur l'organisation du conseil, le président du conseil, l'administrateur principal, la direction et les ressources humaines, la stratégie et les plans, les questions financières et celles touchant l'entreprise, les communications avec les actionnaires et les fonctions des comités du conseil qui est distribué à tous les administrateurs. L'évaluation individuelle officielle des administrateurs comprend une auto-évaluation détaillée, une évaluation par les pairs et une évaluation en fonction de la grille des compétences du conseil. Les sondages sont strictement confidentiels afin d'encourager les commentaires francs et exhaustifs. Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine les sondages et formule ses recommandations au conseil. Une fois l'évaluation individuelle des administrateurs complétée, l'administrateur principal et le président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération rencontrent ensuite chaque administrateur personnellement afin de passer en revue le sondage et les recommandations et d'examiner son rôle au sein du conseil d'administration.

Fort des recommandations du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, le conseil d'administration dans son ensemble évalue ensuite l'efficacité du conseil dans son ensemble et des comités du conseil ainsi que les contributions de chacun des administrateurs. Le conseil dans son ensemble prend alors, à la lumière des commentaires et des sondages, les mesures nécessaires pour procéder aux changements requis pour améliorer le rendement du conseil.

#### **Planification de la relève**

Le conseil, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le chef de la direction se partagent les tâches et responsabilités relatives au cadre du processus de planification de la relève. Le conseil est chargé d'approuver le plan de relève du chef de la direction. Dans le cas des autres membres de la haute direction, il doit s'assurer que des programmes sont en place pour leur relève et leur perfectionnement; s'assurer que les critères et les processus de reconnaissance, d'avancement, de perfectionnement et de nomination des membres de la haute direction sont conformes aux exigences futures en matière de leadership de la Société; et veiller à recevoir des comptes rendus pertinents et à acquérir une connaissance suffisante sur la relève éventuelle afin de prendre une décision éclairée à l'égard des prochaines nominations.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine chaque année le plan de relève du chef de la direction; reçoit des mises à jour périodiques ainsi qu'un rapport annuel du plan et les transmet au conseil en formulant des commentaires pertinents; examine les processus et les résultats liés à la reconnaissance, à l'avancement, à la nomination et au perfectionnement des

membres de la haute direction et en discute avec le chef de la direction; et s'assure que le plan de relève comprend un processus qui prévoirait une incapacité imprévue du chef de la direction et toute autre situation d'urgence qui exigerait le remplacement immédiat du chef de la direction en poste.

Le chef de la direction veille à établir des processus internes pour identifier et perfectionner les leaders de la Société et à tenir le conseil informé et impliqué; travaille avec le conseil, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et les membres de la haute direction afin d'élaborer les processus de perfectionnement des leaders de la Société; évalue les principaux candidats à l'avancement; fait régulièrement le point avec le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le conseil sur les mécanismes qui permettent le développement du leadership et la relève potentielle au sein de la Société, y compris les cadres de compétences en leadership, le perfectionnement des membres de la direction, les changements de poste et une évaluation des successeurs les plus prometteurs pour les postes les plus élevés dans la Société; s'assure que le personnel des ressources humaines a recours à des critères et des ressources appropriés pour engager, promouvoir, transférer et retenir les employés de la Société, et que ces politiques et processus sont conformes aux politiques de la Société; veille à ce que la relève et le plan de perfectionnement de la direction soit bien connu de tous les membres de la direction et du personnel de la Société; et examine le plan chaque année avec le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le conseil.

### **Conduite des affaires et éthique**

Le conseil a adopté un code d'éthique et de conduite des affaires (le « code ») pour les administrateurs, les dirigeants et les employés, qui fait partie des documents déposés par la Société sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le code peut aussi être consulté sur le site Web de la Société à [www.canaccordgenuitygroup.com](http://www.canaccordgenuitygroup.com) (à la rubrique « Relations investisseurs – Gouvernance d'entreprise »). Les administrateurs devront confirmer par écrit chaque année leur acceptation de se conformer au code. Un système est actuellement mis en œuvre pour que tous les employés soient tenus de faire de même. À la connaissance du conseil, il n'y a eu au cours de l'exercice 2016 aucune dérogation au code qui aurait requis le dépôt d'une déclaration de changement important.

Tout administrateur, dirigeant ou employé qui a connaissance d'une violation réelle ou possible du code est instamment prié d'en informer l'administrateur principal (Terry Lyons). M. Lyons fait rapport au conseil sur le respect du code. Autrement, la Société a embauché un fournisseur tiers pour gérer les déclarations à l'égard des questions éthiques ou d'une inconduite. Un service d'assistance par téléphone et en ligne est disponible. Le service d'assistance est exploité par un fournisseur tiers qui est spécialisé dans ce type de service. Pour rapporter des problèmes au moyen de l'Internet, vous n'avez qu'à accéder au site Web, à l'adresse [www.canaccordgenuity.ethicspoint.com](http://www.canaccordgenuity.ethicspoint.com), et à compléter les champs d'information importants concernant la nature du problème ou du rapport. Si vous choisissez plutôt de téléphoner, composez le numéro du service d'assistance, le +1 (855) 817-0429, pour parler à un téléphoniste qui vous posera ces questions importantes. (Les numéros d'accès internationaux sont disponibles sur le site Web.) Les appels sont sans frais et les deux méthodes sont disponibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Quelle que soit la méthode choisie, le système prépare un rapport et le fait parvenir aux fins d'examen et, si nécessaire, d'enquête au responsable en matière d'éthique de Groupe Canaccord Genuity. Le système attribue un numéro de rapport, un code d'identification et une date d'appel. Le rapporteur conserve ainsi son anonymat.

Conformément au code et à la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), tout administrateur au courant d'une opération ou relation importante dont il est raisonnable de s'attendre qu'elle donne lieu à un conflit d'intérêts doit en discuter sans délai avec l'administrateur principal, et doit, dans le cas des questions examinées par le conseil, divulguer l'intérêt au conseil et s'abstenir de voter.

### **COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités permanents qui se réunissent régulièrement et qui ont un rôle précis et des fonctions particulières définis par le conseil. Ces comités sont composés exclusivement d'administrateurs ne faisant pas partie de la direction, et la majorité d'entre eux sont indépendants de la direction au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Le comité d'audit et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération ne comptent que des administrateurs indépendants.

Le conseil a aussi délégué certaines responsabilités particulières à deux comités qui ne se réunissent qu'au besoin. Le conseil a délégué au comité d'émission des actions, composé des membres du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et du chef de la direction, le pouvoir d'émettre des actions de la Société. Le conseil a par ailleurs délégué au comité du pouvoir d'emprunt, formé du chef de la direction, le pouvoir d'emprunter des fonds et de consentir des garanties dans le cours normal des affaires de l'une ou de plusieurs des filiales de la Société lorsque la transaction a été approuvée par l'un des conseils d'administration, comités de direction ou comités désignés de la ou des filiales en question.

#### **Comité d'audit**

Le comité d'audit aide le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Le comité d'audit a notamment comme fonctions et devoirs particuliers de revoir les états financiers consolidés

intermédiaires et annuels de la Société, les rapports de gestion annuels et intermédiaires, ainsi que les analyses et communiqués s'y rapportant avant leur diffusion publique, d'évaluer les méthodes comptables de la Société, en discutant entre autres de leur caractère approprié avec la direction et les auditeurs externes de la Société, d'examiner les systèmes de contrôle interne pour assurer l'intégrité de la présentation de l'information financière de la Société, d'aider la direction à relever les principaux risques d'affaires de la Société, d'approuver les politiques de gestion des risques qui établissent les niveaux d'approbation appropriés à la prise de décisions et les autres automatismes régulateurs pour la gestion des risques, de s'assurer que les politiques adéquates sont en place pour gérer les risques auxquels la Société est exposée, y compris le risque de marché, le risque opérationnel, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, ainsi que le risque de réputation, d'examiner les plans des auditeurs externes aux fins de l'évaluation des contrôles financiers internes et des tests à leur égard et de superviser les auditeurs externes de la Société, notamment en approuvant les modalités de leur mission. Les membres du comité d'audit sont nommés annuellement par le conseil d'administration. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions du comité se déroule hors la présence des membres de la direction pour favoriser des discussions plus ouvertes.

Le comité d'audit est actuellement composé de Terrence Lyons (président), William Eeuwes et Massimo Carello. Chacun des membres du comité d'audit a des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont tous la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Tous les membres du comité d'audit sont indépendants de la direction au sens des lois en matière de valeurs mobilières applicables. Le comité d'audit s'est réuni cinq fois entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. Le comité d'audit a des voies de communication directes avec les auditeurs externes, le chef des finances et les cadres supérieurs des finances et discute régulièrement des problèmes avec chacun et les passe en revue.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace.

Les auditeurs externes sont recommandés par le comité d'audit et nommés annuellement par les actionnaires de la Société. Ils relèvent directement du comité d'audit. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous travaux autres que d'audit par les auditeurs externes. Les politiques en matière de prestation de services autres que d'audit permettent également au président du comité d'audit d'approuver les dépenses modestes liées à ce type de services entre les réunions du comité d'audit. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

### **Gestion des risques**

L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord Genuity. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Canaccord Genuity.

Le processus de gestion des risques rigoureux de Canaccord Genuity s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement au processus de gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Canaccord Genuity en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord Genuity sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Le mandat du comité d'audit a été mis à jour au cours de l'exercice 2014 afin de mieux correspondre au rôle de surveillance du comité de la fonction de gestion des risques de la Société.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. Également, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances (qui est également le chef de la gestion des risques), et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord Genuity. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord Genuity, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord Genuity. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

#### **Renseignements supplémentaires**

D'autres renseignements sur le comité d'audit et les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques (dont les détails sur la gestion des principaux risques de la Société, la charte du comité d'audit et les détails relatifs aux honoraires versés pour les services des auditeurs externes) se trouvent dans la notice annuelle de la Société, qui peut être consultée sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et sur le site Web de la Société à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com](http://www.canaccordgenuitygroup.com) (à la rubrique « Relations investisseurs – Rapports financiers »). Plus particulièrement, se reporter aux rubriques « Comités du conseil – Comité d'audit » et « Honoraires pour les services des auditeurs externes » ainsi qu'à l'annexe A de la notice annuelle. La charte du comité d'audit peut aussi être consultée sur le site Web de la Société (à la rubrique « Relations investisseurs – Gouvernance d'entreprise – Conseil d'administration »).

#### **Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération**

Le mandat du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération comprend entre autres l'élaboration de lignes directrices appropriées en matière de gouvernance d'entreprise et la formulation de recommandations à cet égard au conseil d'administration, l'identification de futurs membres du conseil et des comités et l'évaluation annuelle du rendement du conseil, l'évaluation du rendement du chef de la direction et la détermination de sa rémunération, l'examen de la rémunération de tous les hauts dirigeants et la formulation de recommandations à cet égard au conseil, l'établissement et l'octroi (ou la délégation de ce pouvoir) d'attributions aux employés en vertu des régimes d'intéressement de la Société ainsi que l'examen des politiques et programmes clés en matière de ressources humaines. Le comité sert aussi de comité de mise en candidature pour le conseil. Le comité est aussi responsable de surveiller le processus de nomination du chef de la direction; dans le cas du décès du chef de la direction, Paul Reynolds, le 1<sup>er</sup> avril 2015, le comité a entrepris un examen approfondi des exigences relatives à un chef de la direction permanent et le processus d'identification des candidats appropriés en vue de soumettre une recommandation au conseil d'administration, et leurs recommandations ont été étudiées par l'ensemble du conseil d'administration dans un processus qui a mené à la nomination de Dan Daviau à titre de chef de la direction le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Le processus de détermination de la rémunération des administrateurs par le conseil est décrit à la rubrique « Rémunération des administrateurs » à la page 33 de la présente circulaire, et le processus de détermination de la rémunération des dirigeants et employés par le conseil est décrit dans la présente circulaire à la rubrique « Analyse de la rémunération » à la page 22.

#### **Composition du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération**

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération doit être composé d'au moins trois membres indépendants de la direction, chacun étant nommé annuellement par le conseil d'administration. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions du comité se déroule hors la présence des membres de la direction pour favoriser des discussions plus ouvertes.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est actuellement composé de Michael Harris (président), Charles Bralver, William Euwes et Terrence Lyons. Chacun d'eux possède une expérience significative et directe en matière de rémunération des dirigeants, de leadership, de gestion des compétences, de gouvernance et de gestion des risques dans le cadre de mandats à titre de hauts dirigeants d'organisations importantes et complexes. Tous les membres du comité sont indépendants de la direction au sens des lois en matière de valeurs mobilières applicables. Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération s'est réuni six fois entre le 1<sup>er</sup> avril 2015 et le 1<sup>er</sup> juin 2016.

#### **Nomination des administrateurs**

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine annuellement les critères généraux et particuliers applicables aux candidats dont la nomination au conseil sera envisagée. Cet examen vise à faire en sorte que la composition du conseil continue d'offrir la meilleure combinaison de compétences et d'expériences pour guider la stratégie à long terme et les activités commerciales courantes de la Société. Cet examen tient compte du bien-fondé du maintien chez les administrateurs d'une diversité raisonnable de compétences, d'expériences et de qualités personnelles, en plus des principales caractéristiques communes requises pour favoriser une participation efficace du conseil.

Bien que l'identification de candidats qualifiés à recommander aux actionnaires aux fins de l'élection des membres du conseil relève du conseil dans son ensemble, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé de réunir les noms de candidats éventuels, d'évaluer leurs qualifications à la lumière des compétences et expériences dont le conseil a besoin et de formuler des recommandations au conseil dans son ensemble. Tous les administrateurs sont invités à suggérer des candidats éventuels, et le président du conseil et le chef de la direction contribuent directement au processus.

#### **Politique en matière de diversité**

La Société reconnaît l'importance de la diversité au sein du conseil, de la haute direction et des autres échelons de la Société et a engagé une discussion aux plus hauts niveaux du conseil, de la haute direction et des autres échelons de la Société sur la représentation des femmes au conseil et dans les postes de hauts dirigeants. En mai 2015, elle a été le promoteur de *The Next Billion : Women & The Economy of the Future*, la conférence d'envoi d'une nouvelle initiative innovatrice. Ce congrès d'un jour visait à susciter la discussion, remettre en question les idées préconçues et permettre le partage de solutions pratiques chez les chefs d'entreprise en vue de créer une communauté mondiale orientée vers l'action parmi les représentants du secteur privé désireux d'édifier leurs entreprises en misant sur le potentiel des femmes comme employées, dirigeantes, investisseuses et consommatrices. Kalpana Desai, administratrice de la Société, faisait partie des conférenciers à ce congrès. Au cours de l'exercice, La Corporation Canaccord Genuity est devenue commanditaire de Women in Capital Markets, le plus important réseau de femmes professionnelles du secteur des marchés des capitaux au Canada. La Société a organisé une présentation du chef de la direction de Women in Capital Markets pour tous les employés des marchés des capitaux, afin de leur expliquer le travail important qu'effectue l'organisation et la façon dont la Société peut y collaborer pour favoriser un changement positif dans le secteur et dans la Société. Canaccord encourage activement l'implication dans cette organisation et s'assure que la diversité se reflète dans le recrutement.

À l'initiative du chef de la direction et du comité de gestion mondiale de la Société, un conseil fondamental pour la diversité a été mis sur pied pour élaborer une politique en matière de diversité mondiale. Ce conseil est dirigé par un membre du comité de gestion mondiale et une femme qui fait partie des hauts dirigeants de la division des marchés des capitaux, et inclut les directeurs des ressources humaines de chacune des régions. Le mandat du conseil est de trouver les pratiques exemplaires, de réunir des commentaires de sources internes et externes et enfin de soumettre pour approbation une politique officielle en matière de diversité, qui comprend une cible interne pour la proportion de femmes au sein du conseil d'administration et de la haute direction ainsi qu'un calendrier pour l'atteinte de la cible.

Aucune politique écrite et aucun objectif ou quota spécifique relatif au sexe ou toute autre déclaration touchant la diversité n'a été adoptée pour le conseil ou les postes de hauts dirigeants au sein de la Société ou de l'une des filiales en raison de la petite taille de ces groupes et du besoin de tenir compte d'un ensemble de critères pour chaque nomination. Il est important que chaque nomination au conseil et à la haute direction soit effectuée et perçue comme étant en fonction des mérites de la personne et des besoins de la Société au moment de la nomination. En outre, les objectifs ou quotas fondés sur des critères précis pourraient limiter la capacité du conseil de s'assurer que la composition d'ensemble du conseil et de la direction répond aux besoins de la Société et de ses actionnaires.

Actuellement, le conseil est constitué d'une administratrice (10 %) et de neuf administrateurs (90 %). Après l'assemblée, en supposant que tous les candidats sont élus, le conseil continuera d'être formé d'une administratrice et de sept administrateurs. Le conseil et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération sont disposés à accroître la représentation des femmes au sein du conseil au fur et à mesure qu'il y aura du roulement, en tenant compte des compétences, des antécédents, de l'expérience et des connaissances recherchés à ce moment-là par le conseil et ses comités; le sexe, l'origine ethnique, la nationalité, l'âge, l'expérience et d'autres caractéristiques du candidat seront considérés favorablement lors de l'évaluation des candidats administrateurs.

Présentement, bien qu'il n'y ait aucune cible ni aucun quota établis à l'égard des femmes dans les postes de haute direction et qu'aucune femme n'occupe ces postes au sein de Groupe Canaccord Genuity Inc. ou de l'une de ses filiales importantes, des femmes occupent des postes de cadres intermédiaires et supérieurs au sein des principales filiales de la Société dans divers domaines des activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine ainsi que des activités générales de la Société. La Société reconnaît que pour parvenir à un meilleur équilibre en matière de représentation féminine dans les postes de haute direction, elle doit veiller à se constituer un bassin de talents.

## **Interactions avec les actionnaires et réaction des actionnaires**

La Société estime qu'il est essentiel d'avoir des interactions régulières et constructives directement avec ses actionnaires pour les encourager à exprimer leur opinion sur la gouvernance et d'autres sujets à l'extérieur de l'assemblée générale annuelle. Ces discussions se veulent un échange d'opinions sur les questions de gouvernance et de communication de l'information faisant partie du domaine public, et non sur les faits importants non divulgués ou les changements significatifs. Le conseil continuera de mettre en œuvre des pratiques visant à accroître les interactions avec les actionnaires de la Société, en fonction de la base et du nombre d'actionnaires. Des exemples de pratiques d'engagement comprennent les rencontres avec les principaux actionnaires de la Société ainsi que la création d'un canal de communications continu avec les plus petits actionnaires. Le conseil reconnaît que

l'engagement des actionnaires est une pratique en évolution au Canada et à l'échelle mondiale, et il examinera ses pratiques régulièrement pour s'assurer qu'elles sont efficaces dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société rencontre ses principaux actionnaires chaque trimestre et, au cours du dernier exercice, elle a eu de longues discussions sur la rémunération et la gouvernance, ce qui a permis de développer les pratiques de la Société. Par exemple, par suite de ses interactions avec ses principaux actionnaires avant l'assemblée générale annuelle de 2015, la Société a adopté une politique lui interdisant d'accorder des prêts-subventions à ses administrateurs ou aux membres de sa haute direction.

## Analyse de la rémunération

---

### PHILOSOPHIE ET OBJECTIFS

Les programmes de rémunération visent à attirer, à maintenir en poste et à motiver des professionnels chevronnés afin d'assurer le succès continu de la Société et d'améliorer la valeur pour les actionnaires.

La philosophie de rémunération de Canaccord Genuity constitue la base de tous les programmes de rémunération des employés de la Société, y compris ceux de ses hauts dirigeants. La philosophie comprend les objectifs clés suivants dont s'inspirent les programmes conçus pour motiver les comportements qui stimulent le rendement de la Société :

- mettre sur pied des programmes de rémunération axés sur le rendement liés aux objectifs annuels et à long terme de la Société, des divisions, des régions commerciales et des employés, qui soient structurés de manière à faire harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires;
- s'assurer que les programmes de rémunération sont comparables à ceux des principaux concurrents, de sorte que la Société puisse attirer, maintenir en poste et motiver les employés compétents qui sont essentiels pour assurer la réussite à long terme de la Société;
- encourager une saine gestion des risques et la conformité aux politiques et procédures internes ainsi qu'aux lois applicables et aux règlements et politiques des organismes de réglementation et d'autoréglementation;
- veiller à ce que la rémunération ne repose pas seulement sur les produits des activités ordinaires attribuables à une seule personne, et ce, pour plusieurs raisons : d'abord, pareille approche ne tient pas compte des frais de gestion des risques et de conformité; ensuite, il est intrinsèquement difficile de déterminer qui est directement responsable de la génération de produits des activités ordinaires spécifiques; enfin, ce genre de mécanisme de récompense tend à décourager le travail d'équipe, un comportement clé que la Société cherche à favoriser; et
- verser une portion importante de la rémunération globale en attributions fondées sur des actions afin de mieux aligner les intérêts financiers des employés sur les intérêts des actionnaires, et d'encourager une gestion des risques et des décisions stratégiques à long terme prudentes ainsi que les longs états de service et la fidélité.

Le rendement individuel est évalué de nombreuses façons en regard des objectifs convenus et des compétences associées au rôle, les évaluations annuelles apportant un élément important à l'évaluation du rendement. L'élément variable de la rémunération comprend l'utilisation de régimes fondés sur des actions, dans le cadre desquels les attributions sont différées avec les conditions d'acquisition des droits afin d'assurer un rendement à plus long terme.

Par sa nature, le secteur des valeurs mobilières requiert un effectif constitué de professionnels hautement spécialisés qui sont très recherchés en raison des revenus qu'ils peuvent générer et du jugement dont ils font preuve en gestion des risques. Traditionnellement, la concurrence que se livrent les entreprises du secteur pour attirer et maintenir en poste ces professionnels donne lieu à des niveaux de rémunération élevés par rapport à d'autres secteurs.

L'objectif général de l'établissement de niveaux de rémunération globale à l'échelle de la Société est d'équilibrer les pressions concurrentielles du marché pour le talent professionnel avec les considérations économiques. Étant donné que le secteur des valeurs mobilières est un secteur à prédominance de capital humain, la rémunération et les avantages sociaux constituent des charges d'une importance cruciale. Ces charges (souvent appelées le ratio de rémunération) sont aussi lourdement touchées par la composition des activités d'une entreprise. Ce sont les groupes de vente au détail et de services de financement de sociétés qui affichent les ratios les plus élevés, tandis que les entreprises fortement axées sur la négociation ont les ratios les plus bas. Au cours de l'exercice 2016, les charges de rémunération totale de la Société ont représenté 64,8 % des produits des activités ordinaires bruts.

Parmi les entreprises du secteur des valeurs mobilières, la rémunération des hauts dirigeants est versée essentiellement sous forme de prime annuelle au rendement variable, en espèces et en attributions fondées sur des actions. Cette approche permet de lier solidement la paie au rendement. La tranche des attributions fondées sur des actions de la rémunération incitative annuelle de la Société, qui comprend des dispositions relatives à l'acquisition des droits, responsabilise les employés, favorise leur maintien en poste et établit un lien encore plus étroit entre la rémunération et le rendement futur de la Société.

Bien que, de façon générale, la Société ne fonde aucune tranche de sa rémunération sur les seuils de rémunération au sein d'autres sociétés, lors de la prise de décisions relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, le comité de gouvernance

d'entreprise et de rémunération de la Société a examiné les analyses des pratiques de rémunération et du rendement financier au sein d'un groupe de pairs d'autres entreprises de services financiers dans les principales régions où la Société exerce ses activités. Ces entreprises sont GMP Capital Inc.; Raymond James Financial; Cowen Group; Evercore; Ladenburg Thalmann; Stifel; Oppenheimer; Piper Jaffray; Greenhill; FBR & Co.; Cohen & Steers; Moelis & Company; JMP Group Inc.; et Numis Securities Ltd. En plus des sociétés cotées en Bourse comprises dans le groupe de pairs de Canaccord Genuity, les divisions des marchés des capitaux des banques à charte canadiennes (le cas échéant) et d'autres entreprises de services financiers, des sociétés privées et des partenariats qui exercent leurs activités au sein de l'industrie de la Société, y compris des entreprises de gestion d'actifs et des sociétés fermées, exercent aussi une influence sur les niveaux de rémunération de la Société.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération a examiné les répercussions des risques liés aux politiques et aux pratiques de la Société en matière de rémunération et estime qu'il est peu probable que ces politiques et pratiques exposent Canaccord Genuity à des risques inadéquats ou excessifs.

### **Code de rémunération du Royaume-Uni**

Les filiales d'exploitation de la Société qui sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni (y compris Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited et Canaccord Genuity Financial Planning Limited) doivent se conformer au code de rémunération de la FCA. Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited et Canaccord Genuity Financial Planning Limited considèrent qu'elles se classent dans le troisième tiers du cadre de proportionnalité à plusieurs niveaux de la FCA. Comme il est exigé par le code, chacune a identifié les employés assujettis au code (appelés « employés assujettis au code ») et a adopté une politique de rémunération écrite qui est administrée par le comité de rémunération. Dans le cas de Canaccord Genuity Limited, tous les employés assujettis au code seront assujettis au paiement de 10 % à 40 % de la participation aux résultats et à une rémunération discrétionnaire sous forme d'attributions d'unités d'actions temporairement inaccessibles en vertu du régime incitatif à long terme de la Société.

### **Honoraires relatifs à la rémunération des dirigeants**

Dans le cadre de divers projets depuis juillet 2006, la Société a retenu les services de Johnson Associates Inc., un petit cabinet de services-conseils en rémunération se spécialisant dans le secteur des services financiers. Au cours de chaque exercice depuis l'exercice 2011, Johnson Associates Inc. a été engagé pour faire des études comparatives en matière de rémunération des dirigeants de la Société. En ce qui concerne l'exercice 2016, le total des honoraires facturés pour ces services s'est élevé à 12 555 \$ US. En ce qui concerne l'exercice 2015, le total des honoraires facturés pour ces services s'est élevé à 14 506 \$ US.

Dans le cadre de divers projets, la filiale en exploitation aux îles de la Manche, Canaccord Genuity Wealth (International) Limited, a retenu les services de Hassell Blampied Associates, une société de services-conseils en ressources humaines des îles de la Manche. Au cours des exercices 2015 et 2016, les services de Hassell Blampied Associates ont été retenus afin de savoir comment la rémunération des postes-cadres se compare à celle des emplois de type et de taille similaires sur le marché de l'emploi des îles de la Manche. En ce qui concerne l'exercice 2016, le total des honoraires facturés pour ces services s'est élevé à 6 015 £. En ce qui concerne l'exercice 2015, le total des honoraires facturés pour ces services s'est élevé à 1 125 £. Au cours de l'exercice 2016, Hassell Blampied Associates a également fourni à Canaccord Genuity Wealth (International) Limited des services pour le recrutement d'un administrateur non dirigeant en provenance de Jersey; le total des honoraires facturés pour ces services s'est élevé à 5 000 £.

### **PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS**

La rémunération des membres de la haute direction, des principaux dirigeants et des principaux producteurs comporte deux grandes composantes : un salaire de base, fondé sur la valeur du marché du rôle, l'égalité salariale au sein de l'entreprise et la faculté démontrée par la personne visée d'offrir un rendement; et une rémunération au rendement, rattachée aux résultats de la division et de la région commerciale dont le dirigeant fait partie ou de la Société dans son ensemble, selon le rôle qu'il assume au sein de l'organisation, le positionnement stratégique de la Société et le leadership offert à la Société et à ses diverses divisions et régions commerciales.

Toutefois, une distinction générale est faite entre la rémunération versée aux dirigeants de la division des marchés des capitaux et ceux de la division de gestion de patrimoine. En outre, une composante d'actionnariat est offerte à tous les employés, et plus particulièrement aux meilleurs producteurs et aux hauts dirigeants. Des régimes d'avantages à grande échelle sont également offerts.

### **RÉMUNÉRATION DE LA DIVISION DES MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY**

Marchés des capitaux Canaccord Genuity, division de la Société responsable des activités de financement de sociétés, de recherche et de négociation pour le compte de sociétés, d'institutions et de gouvernements clients et des opérations à titre de contrepartiste, exerce des activités au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis et à l'échelle internationale. La rémunération des hauts dirigeants de cette division est comparée à la rémunération moyenne versée aux hauts dirigeants d'institutions financières

comparables occupant des postes similaires et vise tant à recruter qu'à garder les ressources les plus compétentes du marché. Les employés admissibles de Canaccord Genuity participent à des programmes de rémunération au rendement liés tant au rendement du groupe des marchés des capitaux qu'aux résultats globaux de la Société et qui reflètent les pratiques en matière de rémunération du secteur d'activité dans leur région. Les primes individuelles sont fondées sur les résultats de la division et sur l'apport de la personne visée à cette rentabilité.

Tous les employés de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity sont admissibles au régime d'intéressement à long terme de la Société. Se reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36.

## RÉMUNÉRATION DE GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, division de gestion de patrimoine de la Société exerce ses activités au Canada, au Royaume-Uni, aux îles de la Manche et en Australie. La rémunération des hauts dirigeants de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity est comparée à la rémunération moyenne versée aux hauts dirigeants d'institutions financières comparables occupant des postes similaires et vise tant à recruter qu'à garder les ressources les plus compétentes du marché.

La prime de chaque haut dirigeant de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity est calculée d'après les résultats de la division que le haut dirigeant chapeaute et d'après l'apport de ce dernier à la rentabilité de la division. Les hauts dirigeants de la division mondiale de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et les meilleurs producteurs de la division à l'extérieur du Canada sont admissibles au régime d'intéressement à long terme de la Société. Se reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36.

Les meilleurs producteurs de la division canadienne de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity peuvent se voir attribuer des prêts pour l'achat d'actions ordinaires de la Société sur le marché libre, qui font l'objet d'une renonciation sur une période de trois ans dans la mesure où le producteur continue d'être au service de Canaccord Genuity.

## RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Canaccord Genuity a une gamme de régimes de rémunération offrant une composante d'actionnariat à tous les employés, et plus particulièrement aux meilleurs producteurs et aux membres de la haute direction :

- dans le cas de la division mondiale des marchés des capitaux de Canaccord Genuity, des hauts dirigeants de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (la division de gestion de patrimoine) à l'échelle mondiale, des meilleurs producteurs de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity à l'extérieur du Canada et de la haute direction, exploitation et administration, à l'échelle mondiale, pour reporter une partie de la rémunération au comptant et, à l'occasion à titre de prime spéciale de maintien en fonction, dans le cas des principaux dirigeants à titre d'incitatifs de maintien en fonction, un régime d'intéressement à long terme prenant la forme d'attributions d'unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont habituellement acquis sur trois ans (le « régime d'intéressement à long terme » ou « RILT »);
- dans le cas des employés clés à l'échelle mondiale, à l'occasion, à titre d'incitatifs de maintien en fonction, des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires de la Société sur le marché libre qui font l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à condition que l'employé continue de travailler pour Canaccord Genuity ou qu'il quitte la Société en bons termes; à l'exercice 2016, la Société a adopté une politique lui interdisant de consentir des prêts-subventions à ses administrateurs ou aux membres de sa direction.
- dans le cas des meilleurs producteurs de la division canadienne de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, les anciens programmes prévoyaient des prêts pour l'achat d'actions ordinaires de la Société sur le marché libre qui faisaient l'objet d'une renonciation sur une période de trois ans, dans la mesure où le producteur continuait d'être au service de Canaccord Genuity (le « programme d'appréciation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity », le « régime de primes de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity » et le « programme de partenariat de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity »);
- dans le cas des administrateurs indépendants de la Société, un régime d'unités d'actions différées (UAD) qui reporte une partie de la rémunération au comptant prenant la forme d'attributions d'unités d'actions différées qui sont réglées au comptant au moment où le participant cesse d'être un administrateur (le « régime d'unités d'actions différées des administrateurs » ou le « régime d'UAD »);
- dans le cas de tous les employés à plein temps au Canada et aux États-Unis, une contribution de l'employeur égalant (jusqu'à concurrence de 3 000 \$ par année par employé) la contribution de l'employé pour l'achat d'actions ordinaires de la Société sur le marché libre aux termes d'un régime d'actionnariat des employés (le « RAE »).

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») le 21 mars 2012, deux régimes de paiement fondé sur des actions (le « régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint » et le « régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint ») ont été mis sur pied pour remplacer les régimes de paiement fondé sur des actions de CSHP existants au moment de l'acquisition.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a mis en place un programme de maintien en fonction de 15 millions £ pour les membres du personnel clés de CSHP par l'attribution d'un nombre maximal de 1 581 701 unités d'actions temporairement incessibles en

vertu d'un « régime incitatif à l'intention des employés de CSHP », dont les droits s'acquerraient aux troisième, quatrième et cinquième anniversaires de la clôture de l'acquisition, et l'attribution de 790 872 unités d'actions temporairement inaccessibles en vertu du RILT existant, dont les droits s'acquerraient aux premier et deuxième anniversaires de la clôture de l'acquisition.

## AUTRES AVANTAGES

**Régimes d'avantages à grande échelle.** Tous les employés, y compris les membres de la haute direction, sont admissibles au régime d'avantages à grande échelle de la Société, constitué d'une assurance soins médicaux et soins dentaires, d'une assurance-vie, d'une assurance-invalidité et d'autres avantages similaires. La Société offre ces avantages afin de répondre aux besoins fondamentaux de ses employés et de leurs personnes à charge en matière de santé et de bien-être. Les cotisations des employés aux régimes d'assurance soins médicaux et soins dentaires sont plus élevées pour les employés les mieux rémunérés. Les régimes d'avantages sont conçus pour être concurrentiels sur le marché et uniformes à l'échelle de la Société, mais ils varient à l'échelle internationale selon les pratiques locales et les exigences légales.

**Avantages indirects.** De façon générale, la Société n'offre pas aux hauts dirigeants d'avantages indirects importants ou d'autres avantages personnels autres que les avantages qui sont généralement offerts sans discrimination à tous les employés.

## OPÉRATIONS DE COUVERTURE VISANT LES RISQUES ÉCONOMIQUES LIÉS AUX ACTIONS DÉTENUES À DES FINS PERSONNELLES

Il est interdit aux administrateurs et aux employés de la Société, y compris les membres de la haute direction visés, d'acquérir des instruments financiers conçus pour couvrir ou contrebalancer une baisse de la valeur de marché des actions octroyées à titre de rémunération ou détenues, directement ou indirectement, par un administrateur ou un employé.

## RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION VISÉS POUR L'EXERCICE 2016

Cette section traite des objectifs de la Société en matière de rémunération de son chef de la direction, David Kassie, du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 30 septembre 2015; de son chef de la direction, Dan Daviau, du 1<sup>er</sup> octobre 2015 à la fin de l'exercice 2016; de son chef des finances, Brad Kotush; du chef de la direction de Canaccord Genuity Limited (filiale des activités sur les marchés des capitaux du Groupe au Royaume-Uni), Alexis de Rosnay; du chef de la direction de Canaccord Genuity Inc. (filiale des activités sur les marchés des capitaux du Groupe aux États-Unis), Jeffrey Barlow; et du chef de la direction de Canaccord Genuity Wealth Limited (filiale d'exploitation en gestion de patrimoine du Groupe située à Londres, en Angleterre), David Esfandi (collectivement, les « membres de la haute direction visés ») en ce qui concerne l'exercice 2016 et des politiques que la Société a mises en œuvre pour atteindre ces objectifs. Elle décrit également ce que chaque programme de rémunération est censé récompenser, chaque élément de rémunération, les raisons pour lesquelles la Société a choisi de payer chaque élément, la façon dont la Société a déterminé le montant qu'elle paierait, et la manière dont chaque élément de rémunération s'inscrit dans les objectifs de rémunération globale de la Société.

Les paragraphes qui suivent décrivent ce que chaque objectif du programme de rémunération de la Société est censé récompenser :

### Rémunération fondée sur le rendement

La Société place la rémunération variable au centre de sa stratégie de rémunération afin d'offrir aux membres de la haute direction visés un puissant incitatif pour qu'ils se concentrent sur le rendement financier et également pour aider à stabiliser le résultat net en pourcentage des produits des activités ordinaires. Une grande partie de la rémunération variable versée est fondée sur un pourcentage fixe du résultat net généré par l'entreprise. Une des conséquences de la politique de la Société en matière de rémunération variable est que la rémunération de nombreux hauts dirigeants varie considérablement. Dans les années où la Société enregistre des produits des activités ordinaires élevés, les coûts de la rémunération globale augmentent en même temps que le rendement de la Société. Inversement, lorsque les produits des activités ordinaires chutent, une part substantielle des coûts de rémunération globale de la Société diminue également.

### Attirer, motiver et maintenir en poste les employés compétents

La Société évolue dans un environnement hautement concurrentiel, et son succès dépend du leadership des membres de la haute direction et du talent de ses employés clés. Pour pouvoir attirer et maintenir en poste des professionnels très compétents, la Société doit s'assurer que ses régimes de rémunération offrent des niveaux de rémunération concurrentiels. C'est pourquoi la Société analyse l'information concernant la rémunération versée aux hauts dirigeants d'entreprises comparables, y compris la corrélation qui existe entre la rémunération des dirigeants et le rendement financier, et la comparaison entre le rendement financier de la Société et celui du groupe de pairs.

### **Encourager les longs états de service et la fidélité**

La Société encourage les longs états de service et la fidélité en favorisant une culture où les employés détiennent des actions de la Société. Le fait qu'ils détiennent des actions encourage les employés à agir dans l'intérêt à long terme de la Société. La Société a établi des paramètres d'actionnariat minimaux et des restrictions quant au transfert pour tous les participants à son régime d'intéressement à long terme (RILT), qui peuvent, en tout temps, en tout ou en partie, cesser de s'appliquer ou faire l'objet d'une renonciation par le comité ou un haut dirigeant.

### **Éléments de rémunération**

Au cours de l'exercice 2016, la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société comprenait les éléments suivants :

- salaire de base – le but est d'attirer et de motiver du personnel compétent et de le maintenir en poste;
- compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity; les objectifs sont d'attirer du personnel compétent, de le motiver et de le maintenir en poste, et de récompenser les efforts méritoires et la contribution individuels, ainsi que l'engagement envers la stratégie, les valeurs et le rendement de la Société relativement à la gestion des divisions des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans diverses régions; dans la mesure où cet élément de rémunération est payé en unités d'actions temporairement inaccessibles en vertu du RILT, l'objectif est également d'aligner les intérêts des hauts dirigeants sur les intérêts des actionnaires et d'encourager les longs états de service et la fidélité;
- octroi d'unités d'actions temporairement inaccessibles aux employés clés des marchés des capitaux afin de mieux aligner leurs intérêts sur les intérêts à long terme des actionnaires de la Société, de favoriser une saine gestion du risque et la conformité aux lois applicables et d'encourager l'engagement et la loyauté à long terme;
- compte de participation aux résultats des hauts dirigeants et prime annuelle discrétionnaire; les objectifs sont d'attirer une personne compétente, de la motiver et de la maintenir en poste, et de récompenser les efforts méritoires et la contribution individuels, ainsi que l'engagement envers la stratégie, les valeurs et le rendement de la société à l'échelle de l'ensemble de celle-ci; dans la mesure où ces éléments de rémunération sont payés en unités d'actions temporairement inaccessibles en vertu du RILT, l'objectif est également d'aligner les intérêts des hauts dirigeants sur les intérêts des actionnaires et d'encourager les longs états de service et la fidélité;
- les autres avantages et avantages indirects comprennent les avantages en matière de santé et de bien-être et le régime d'actionnariat des employés; les objectifs sont d'aligner les intérêts des membres de la haute direction visés sur les intérêts à long terme des actionnaires de la Société, de favoriser une saine gestion du risque et la conformité aux lois applicables et d'encourager les longs états de service et la fidélité.

Le tableau qui suit présente la rémunération des membres de la haute direction visés pour chacun des trois exercices clos les plus récents de la Société. Il doit être lu avec le « tableau sommaire de la rémunération » de la page 30 qui présente la rémunération des membres de la haute direction visés, comme l'exige l'Annexe 51-102A6 (Déclaration de la rémunération de la haute direction). La direction estime que ce tableau, et plus particulièrement la présentation de la partie de la rémunération du chef de la direction qui est liée au fait qu'il soit un producteur et un contributeur actif aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis plutôt qu'à ses responsabilités à titre de chef de la direction, et l'amortissement des attributions spéciales, permettent une meilleure évaluation de la rémunération et favorisent une comparaison significative de la rémunération de la période considérée avec celle des périodes antérieures.

Nom et poste principal	Année	Salaire 1)	Compte de rémunération de la division des marchés des capitaux 2)	Amortissement des attributions spéciales en vertu du RILT 3)	Participation aux résultats des hauts dirigeants et prime discrétionnaire 4)	Autre rémunération 5)	Rémunération totale 6)
<b>Daniel Daviau</b> <sup>1</sup> Chef de la direction	2016	694 175 \$	1 256 149 \$	— \$	383 035 \$	3 029 \$	2 336 388 \$
	2015	494 325 \$	9 389 164 \$	— \$	1 859 401 \$	— \$	11 742 890 \$
	2014	460 997 \$	2 266 047 \$	— \$	2 738 329 \$	— \$	5 465 373 \$
<b>David Kassie</b> <sup>1</sup> Chef de la direction	2016	450 000 \$	150 000 \$	— \$	602 518 \$	— \$	1 202 518 \$
	2015	450 000 \$	590 207 \$	— \$	1 969 500 \$	— \$	3 009 707 \$
	2014	450 000 \$	16 254 \$	— \$	2 020 000 \$	— \$	2 486 254 \$
<b>Bradley Kotush</b> Chef des finances	2016	600 000 \$	— \$	— \$	421 096 \$	20 707 \$	1 041 803 \$
	2015	600 000 \$	— \$	— \$	687 692 \$	10 661 \$	1 298 353 \$
	2014	600 000 \$	— \$	— \$	1 069 511 \$	10 661 \$	1 680 172 \$
<b>Alexis de Rosnay</b> Chef de la direction, Canaccord Genuity Limited	2016	1 083 500 \$	— \$	1 356 825 \$	588 555 \$	— \$	3 028 880 \$
	2015	920 313 \$	— \$	876 631 \$	751 789 \$	— \$	2 548 733 \$
	2014	841 528 \$	1 470 958 \$	956 449 \$	1 470 958 \$	— \$	4 739 893 \$
<b>Jeffrey Barlow</b> Président, Canaccord Genuity Inc.	2016	258 900 \$	970 874 \$	— \$	517 799 \$	— \$	1 747 573 \$
	2015	— \$	1 773 100 \$	— \$	255 833 \$	— \$	2 028 933 \$
	2014	— \$	1 845 660 \$	— \$	317 488 \$	— \$	2 163 148 \$
<b>David Esfandi</b> Chef de la direction, Canaccord Genuity Wealth Limited	2016	492 500 \$	— \$	— \$	1 083 500 \$	— \$	1 576 000 \$
	2015	469 725 \$	— \$	— \$	845 505 \$	— \$	1 315 230 \$

2) Les montants de cette colonne représentent les montants versés à partir du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux à titre de rémunération, qui découle directement de la participation du membre de la haute direction visé aux activités sur les marchés des capitaux en tant que producteur et contributeur actif. Les montants comprennent le montant versé en espèces et le montant octroyé sous la forme d'unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) en vertu du RILT.

3) Les montants de cette colonne représentent l'amortissement des attributions spéciales de maintien en fonction et des primes de recrutement déjà octroyées. Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1<sup>er</sup> octobre 2015, M. Daviau s'est vu attribuer 1 500 000 UATI. Il a renoncé à cette prime le 24 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau.

4) Les montants de cette colonne représentent les paiements et les primes au titre de la participation aux résultats et du compte de rémunération au rendement. Les montants incluent le montant versé en espèces et le montant octroyé sous la forme d'UATI en vertu du RILT.

5) Les montants de cette colonne comprennent certains avantages imposables, la contribution de la Société à un RAE et les renoncements aux prêts sur actions incitatifs consentis avant l'exercice 2016; aucun prêt du genre n'a été consenti aux membres de la haute direction à l'exercice 2016, et la Société a adopté une politique lui interdisant de consentir des prêts-subventions à ses administrateurs ou aux membres de sa haute direction.

Chaque élément de rémunération est décrit ci-après plus en détail, y compris la manière dont la Société détermine le montant et dont chaque élément s'inscrit dans les objectifs de rémunération globale de la Société :

### Salaire de base

Chacun des membres de la haute direction visés a reçu un salaire de base qui constitue un élément de rémunération non fondé sur le rendement qui est certain et prévisible et qui est généralement concurrentiel avec ce qui se fait sur le marché.

Le salaire de base du chef de la direction est revu annuellement par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Le chef de la direction est tenu de détenir, au moins, l'équivalent de trois fois son salaire de base en actions ordinaires de la Société.

Le salaire de base des autres membres de la haute direction visés est revu annuellement par le chef de la direction à partir d'une analyse des rôles et responsabilités de chacun et de données externes sur le marché pour des postes similaires pour lesquels la Société livre concurrence pour le recrutement de talents. La Société est d'avis qu'il est essentiel d'offrir un salaire de base prévisible pour attirer et maintenir en poste des hauts dirigeants de talent et offrir un régime de rémunération qui est perçu comme juste. La détermination du niveau approprié est subjective et non basée sur une formule.

### Compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity

La Société a établi une politique en matière de rémunération variable au rendement discrétionnaire selon laquelle un pourcentage donné des produits des activités ordinaires ou du profit d'exploitation ajusté, rajusté d'un montant discrétionnaire des charges de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans chacune des principales régions (Canada, Royaume-Uni, États-Unis, Chine, Hong Kong, Singapour et Australie) et dans l'unité d'exploitation au sein de la région, est versé au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity de cette région et de cette unité d'exploitation ainsi que d'autres ajustements au compte de rémunération, tels qu'ils ont été approuvés par la haute direction. Après déduction des salaires des employés de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans la région et l'unité et de certaines autres charges, le reste est versé aux employés de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity de la région, comme le déterminent les hauts dirigeants régionaux de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity, sous réserve de l'approbation du chef de la direction et du chef des finances. Le montant des paiements se fonde entièrement sur le mérite et sur la contribution ainsi que sur l'engagement envers la stratégie, les valeurs et le rendement de la Société relativement à la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans la région. Des avances sont versées mensuellement au titre de paiements semestriels anticipés. Comme les conditions de marché sont défavorables, il a été déterminé que le solde de certains comptes de rémunération au rendement comptabilisés selon la méthode habituelle est inférieur au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production. Par conséquent, à titre d'investissement visant le maintien de la capacité de production pour le rendement futur, le conseil a convenu d'augmenter temporairement le niveau de rémunération en pourcentage des produits. De plus, les employés recevant d'importantes primes d'encouragement ont dû retirer 50 % de leur rémunération discrétionnaire sous la forme d'une attribution d'unités d'actions temporairement incessibles (UATI) ou accepter de rembourser une partie de leur rémunération annuelle à la Société s'ils démissionnaient avant la fin d'un exercice. Au cours de l'exercice 2016, à titre de producteur et de contributeur actif aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, M. Daviau a participé au compte de rémunération de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity du Canada et des États-Unis. Parallèlement, M. de Rosnay a participé au compte de rémunération de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity du Royaume-Uni et M. Barlow a participé à celui des États-Unis. Le montant de leur rémunération directement lié à cette contribution est présenté dans le tableau qui précède, à la colonne 2).

### Rémunération fondée sur des actions

À moins d'une exemption en vertu du régime d'intéressement à long terme, il est obligatoire pour ceux qui gagnent plus de 500 000 \$ CA (au Canada et à l'international, hors des États-Unis ou du Royaume-Uni) ou plus de 500 000 \$ US (aux États-Unis) qu'une tranche d'au moins 20 % de la participation aux résultats et de la rémunération fondée sur des actions qui serait autrement versée en espèces (y compris la participation aux résultats des hauts dirigeants, le compte de rémunération de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity et les primes discrétionnaires) soit payée en actions temporairement incessibles en vertu du RILT. Au Royaume-Uni, conformément aux exigences du code de rémunération de la FCA, il est obligatoire pour ceux qui gagnent plus de 200 000 £ qu'une tranche d'au moins 50 % de la participation aux résultats et de la rémunération discrétionnaire qui serait autrement versée en espèces soit payée en UATI en vertu du RILT. Le montant de chaque attribution d'actions temporairement incessibles relativement à la participation aux résultats et à la rémunération discrétionnaire correspond à 105 % du montant qui aurait autrement été versé en espèces.

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de vice-président directeur principal de la Société et chef mondial du financement de sociétés le 1<sup>er</sup> octobre 2015, M. de Rosnay s'est vu attribuer 425 000 UATI d'une juste valeur à la date d'attribution de 5,55 \$. Les droits de ces UATI sont acquis sur cinq ans. Pour l'exercice 2017 et les exercices suivants, le montant de cette attribution (et de toutes les autres attributions spéciales de maintien en fonction) dont les droits viennent à échéance au cours de l'exercice (c'est-à-dire, un cinquième de 2 358 750 \$, ou 471 750 \$) sera appliqué de manière à réduire la rémunération qui serait autrement versée en vertu de la participation aux résultats et de la rémunération discrétionnaire. L'amortissement de cette attribution et d'une prime de recrutement déjà octroyée est présenté dans la colonne 3) du tableau précédent.

### Compte de participation aux résultats des hauts dirigeants

La Société a établi une politique en matière de rémunération variable au rendement selon laquelle un certain pourcentage du résultat d'exploitation net (avant impôts et taxes et certaines primes et autres rémunérations au rendement et exclusion faite des éléments importants dont les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles, la dépréciation du goodwill, certains frais de développement et les éléments de la charge liée aux acquisitions) de Groupe Canaccord Genuity consolidé est versé au groupe de la haute direction (y compris le chef de la direction et le chef des finances) au titre de la prime discrétionnaire décrite ci-après et un certain pourcentage du résultat d'exploitation net (avant impôts et taxes et certaines primes et autres rémunérations au rendement et exclusion faite des éléments importants, dont les frais de restructuration et les éléments de la charge liée aux acquisitions) de chaque filiale d'exploitation est versé au groupe de la haute direction de la filiale en question au titre de la prime discrétionnaire décrite ci-après. Le chef de la direction et le chef des finances ont reçu une prime discrétionnaire qui est déterminée en partie par le compte de participation aux résultats au Canada. MM. Barlow, de Rosnay et Esfandi ont participé aux comptes de primes discrétionnaires des hauts dirigeants qui sont déterminés en partie respectivement

par la participation aux résultats aux États-Unis, la participation aux résultats de Canaccord Genuity Limited au Royaume-Uni et la participation aux résultats de la division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

### Primes discrétionnaires annuelles

Une prime discrétionnaire à l'intention de chacun des membres de la haute direction visés est déterminée annuellement, fondée sur l'évaluation du rendement du dirigeant et l'atteinte des objectifs établis pour le membre de la haute direction ainsi que sur une analyse des rôles et responsabilités de chacun et de données externes sur le marché pour des postes similaires pour lesquels la Société livre concurrence pour le recrutement de talents.

La prime à l'intention du chef de la direction est déterminée par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. La prime à l'intention du chef des finances et des autres membres de la haute direction visés est déterminée par le chef de la direction et revue par le comité.

### Contrats d'emploi et de changement de contrôle

M. Daviau a conclu un contrat d'emploi qui prévoit, entre autres, le versement d'une indemnité de départ en cas a) de cessation d'emploi par son employeur sans motif valable; b) de démission pour motif valable (c'est-à-dire, dans des circonstances où la conduite de son employeur fait en sorte qu'il s'agit d'un congédiement déguisé au sens de la loi); ou c) de démission par suite d'un changement de contrôle si i) le conseil ne confirme pas qu'il est chef de la direction de la Société dans les 30 jours suivant le changement de contrôle; ii) ses responsabilités sont largement réduites; ou iii) la Société cesse d'être une société ouverte. Dans ces circonstances, M. Daviau recevrait, en plus du prorata de son salaire et de sa rémunération au rendement jusqu'à la date de cessation, une indemnité équivalant à 2 fois le total a) de son salaire de base annuel; b) de la moyenne des primes annuelles des exercices 2013, 2014 et 2015 si la date de cessation est antérieure au 1<sup>er</sup> avril 2018; c) de la moyenne des primes annuelles versées ou à verser à M. Daviau pour les deux exercices complets clos juste avant la date de cessation si la cessation a lieu à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018; et d) d'un tiers de la valeur de toute attribution spéciale en vertu du RILT octroyée au cours de l'exercice 2017 si la date de cessation est antérieure au 15 juin 2018. Sauf dans le cas prévu au point d), l'indemnité exclut les primes de maintien en fonction extraordinaires, les prêts-subsventions, les attributions extraordinaires d'options d'unités ou d'actions, les unités d'actions temporairement incessibles, les unités d'actions liées au rendement et les attributions fondées sur des actions. M. Daviau bénéficierait également de certaines des polices ou de certains régimes auxquels il participe pendant les 24 mois suivant la date de cessation ou jusqu'au début d'un autre emploi, selon la plus rapprochée des deux éventualités. L'entente prévoit des restrictions liées à la non-concurrence pour une période de six mois suivant la date de cessation et des restrictions liées à la non-sollicitation pour une période de 12 mois suivant la date de cessation. Selon cette entente, si un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2016, l'indemnité de départ totale payable à M. Daviau aurait été de 13 982 246 \$. Tout droit non acquis rattaché à des unités d'actions temporairement incessibles aurait continué d'être acquis conformément au régime d'intéressement à long terme.

Dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity Capital, en avril 2010, M. Kassie a conclu un contrat d'emploi qui prévoit, entre autres, le versement d'une indemnité de départ en cas de cessation d'emploi par son employeur sans motif valable ou de démission dans des circonstances où la conduite de son employeur fait en sorte qu'il s'agit d'un congédiement déguisé au sens de la loi. Dans ces circonstances, M. Kassie recevrait, en plus du prorata du salaire et de la rémunération au rendement jusqu'à la date de cessation, une indemnité équivalant à l'« indemnité de départ » pour chaque période de 12 mois (au prorata pour toute période de moins de 12 mois) jusqu'à l'expiration de la période de 24 mois, pourvu que la Société puisse, à son gré et au lieu de payer le montant décrit en i) ou en ii), dans les 90 jours suivant la date de la cessation d'emploi, décider de réduire à un an la période de restrictions liées à la non-concurrence et à la non-sollicitation en versant un montant équivalant à une indemnité de départ de un an. L'indemnité de départ est le total i) du salaire de base annuel du haut dirigeant à la date de cessation et ii) de la moyenne de la rémunération au rendement annuelle versée ou à verser au haut dirigeant par la Société pour les deux exercices clos juste avant la date de cessation (mais, pour une plus grande certitude, compte non tenu de tous les régimes d'intéressement à long terme, options sur actions ou attributions fondées sur des actions, droits et paiements liés à ce qui précède), pourvu que le montant pour chacun des 12 mois suivant les 12 premiers mois ne soit pas inférieur à 2,0 millions \$. En outre, M. Kassie bénéficierait de certaines des polices ou de certains régimes auxquels il participe pendant les 12 mois suivant la date de cessation ou jusqu'au début d'un autre emploi, selon la plus rapprochée des deux éventualités. Selon cette entente, si un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2016 et que la Société n'avait pas exercé son option de réduire à un an la période de restrictions liées à la non-concurrence et à la non-sollicitation, le montant total payable à M. Kassie aurait été de 3 436 000 \$. Tout droit non acquis rattaché à des unités d'actions temporairement incessibles aurait continué d'être acquis conformément au régime d'intéressement à long terme.

M. Kotush a conclu un contrat d'emploi qui prévoit, entre autres, le versement d'une indemnité de départ en cas de cessation d'emploi par son employeur sans motif valable, de démission dans des circonstances où la conduite de son employeur fait en sorte qu'il s'agit d'un congédiement déguisé au sens de la loi, ou de démission pour quelque motif que ce soit au plus tard le 31 janvier 2017. Dans ces circonstances, il recevrait, en plus du prorata du salaire et de la rémunération au rendement jusqu'à la date de cessation, une indemnité équivalant à 1,5 fois le total i) de la moyenne du salaire de base annuel versé ou à verser à M. Kotush par la Société pour les trois exercices clos juste avant la date de cessation; et ii) de la moyenne des primes annuelles (y compris tous les montants qui lui ont été attribués en vertu du RILT) versées ou à verser à M. Kotush par la Société pour les

trois exercices clos juste avant la date de cessation (mais, pour une plus grande certitude, compte non tenu des primes de maintien en fonction extraordinaires, des prêts-subventions, des attributions extraordinaires d'unités d'actions ou d'options sur actions, des unités d'actions temporairement inaccessibles, des unités d'actions liées au rendement et des attributions fondées sur des actions). M. Kotush bénéficierait également de certaines des polices ou de certains régimes auxquels il participe pendant les 18 mois suivant la date de cessation ou jusqu'au début d'un autre emploi, selon la plus rapprochée des deux éventualités. Selon cette entente, si un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2016, le montant total payable à M. Kotush aurait été de 1 989 150 \$. Tout droit non acquis rattaché à des unités d'actions temporairement inaccessibles aurait continué d'être acquis conformément au régime d'intéressement à long terme.

Canaccord Genuity n'a conclu aucun autre contrat d'emploi ou entente d'indemnité de départ avec des membres de la haute direction visés qui prévoit des paiements, montants à payer ou avantages additionnels qui découlent d'une cessation d'emploi (qu'elle soit volontaire, involontaire ou un congédiement déguisé), d'une démission, d'un départ à la retraite, d'un changement de contrôle ou d'une modification des responsabilités du membre de la haute direction visé. Toutefois, les droits non acquis rattachés à des unités d'actions temporairement inaccessibles ou les droits non acquis rattachés à des options sur actions peuvent être acquis, la renonciation au remboursement des prêts-subventions peut être devancée et les autres obligations ou dettes peuvent faire l'objet d'une renonciation en tout temps à la discrétion du conseil d'administration, du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération ou, sous réserve des lignes directrices établies par le comité, du chef de la direction ou du chef des finances. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une cessation d'emploi combinée à un changement de contrôle de la Société ou dans le cas où l'acquisition immédiate de droits rattachés à des unités d'actions temporairement inaccessibles est négociée dans le cadre d'ententes liées à des indemnités de départ.

## TABLEAU SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau qui suit présente la rémunération des membres de la haute direction visés pour chacun des trois exercices clos les plus récents de la Société.

Nom et poste principal a)	Année b)	Salaire c)	Attributions fondées sur des actions d)	Attributions fondées sur des options e)	Rémunération aux termes de régimes incitatifs autres qu'à base d'actions f)		Valeur du régime de retraite g)	Autre rémunération h)	Rémunération totale i)
					Régimes incitatifs annuels f1)	Régimes d'intéressement à long terme f2)			
<b>Daniel Daviau</b> <sup>1</sup>	2016	694 175 \$	516 802 \$	—	1 122 382 \$	—	—	3 029 \$	2 336 388 \$
Chef de la direction	2015	494 325 \$	2 605 323 \$	—	8 643 243 \$	—	—	—	11 742 891 \$
	2014	460 997 \$	1 239 106 \$	—	3 765 270 \$	—	—	—	5 465 373 \$
<b>David Kassie</b> <sup>1</sup>	2016	450 000 \$	216 518 \$	—	536 000 \$	—	—	—	1 202 518 \$
Chef de la direction	2015	450 000 \$	559 707 \$	—	2 000 000 \$	—	—	—	3 009 707 \$
	2014	450 000 \$	436 254 \$	—	1 600 000 \$	—	—	—	2 486 254 \$
<b>Bradley Kotush</b>	2016	600 000 \$	191 096 \$	—	230 000 \$	—	—	20 707 \$	1 041 803 \$
Chef des finances	2015	600 000 \$	153 292 \$	—	534 400 \$	—	—	10 661 \$	1 298 353 \$
	2014	600 000 \$	229 511 \$	—	840 000 \$	—	—	10 661 \$	1 680 172 \$
<b>Alexis de Rosnay</b>	2016	1 083 500 \$	2 454 805 \$	—	492 500 \$	—	—	—	4 030 805 \$
Chef de la direction, Canaccord Genuity	2015	920 313 \$	1 942 698 \$	—	263 126 \$	—	—	—	3 126 137 \$
Limited	2014	841 528 \$	2 109 429 \$	—	1 617 740 \$	—	—	—	4 568 697 \$
<b>Jeffrey Barlow</b>	2016	258 900 \$	444 013 \$	—	1 044 660 \$	—	—	—	1 747 573 \$
Président, Canaccord Genuity	2015	—	737 103 \$	—	1 291 830 \$	—	—	—	2 028 933 \$
Inc.	2014	—	613 809 \$	—	1 549 339 \$	—	—	—	2 163 148 \$
<b>David Esfandi</b>	2016	492 500 \$	216 700 \$	—	866 800 \$	—	—	—	1 576 000 \$
Chef de la direction, Canaccord Genuity	2015	469 725 \$	—	—	845 505 \$	—	—	—	1 315 230 \$
Wealth Limited									

1) Le 30 mars 2015, David Kassie a assumé le rôle de chef de la direction par intérim lorsque Paul Reynolds, alors chef de la direction, a été hospitalisé après une urgence médicale imprévue au cours de vacances familiales. M. Reynolds est décédé le 1<sup>er</sup> avril 2015 et, le 2 avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société. Daniel Daviau a été nommé chef de la direction de la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

- d) Les montants de cette colonne représentent la juste valeur à la date d'attribution des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) attribuées aux membres de la haute direction visés pour les quatre trimestres de chaque exercice plus, dans le cas de montants accumulés pour lesquels aucune UATI n'a encore été attribuée, le montant à attribuer, plus le montant versé en équivalent dividende à l'acquisition des droits des UATI. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le RILT et les clauses importantes de chaque attribution, veuillez vous reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36. La juste valeur à la date d'attribution de toutes les UATI (sauf celles attribuées aux termes du régime incitatif de CSH) dépend du fait que le fiduciaire d'une fiducie pour les avantages du personnel a acheté des actions ordinaires en nombre égal au nombre d'UATI attribuées : si le fiduciaire l'a fait, alors la juste valeur à la date d'attribution se fonde sur le cours moyen de toutes les actions, mais dans la mesure où le fiduciaire ne l'a pas fait, alors la juste valeur à la date d'attribution correspond au cours moyen pondéré selon le volume des actions à la Bourse de Toronto pendant les 10 jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution. La juste valeur à la date d'attribution des UATI attribuées aux termes du régime incitatif de CSH s'élève à 8,50 \$ pour chaque UATI, soit la valeur minimale qu'un bénéficiaire d'attribution recevra à la date d'acquisition des droits. Ces méthodes représentent la meilleure estimation de la direction de la juste valeur aux dates d'attribution.

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1<sup>er</sup> octobre 2015, M. Daviau s'est vu attribuer 1 500 000 UATI. Il a renoncé à cette prime le 24 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau. Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de vice-président directeur principal de la Société et chef mondial du financement de sociétés le 1<sup>er</sup> octobre 2015, M. de Rosnay s'est vu attribuer 425 000 UATI d'une juste valeur à la date d'attribution de 5,55 \$. Les droits de ces UATI sont acquis sur cinq ans. Pour l'exercice 2017 et les exercices suivants, le montant de cette attribution (et de toutes les autres attributions spéciales de maintien en fonction) dont les droits sont acquis au cours de l'exercice (c'est-à-dire, un cinquième de 2 358 750 \$, ou 471 750 \$) sera appliqué de manière à réduire la rémunération qui serait autrement versée en vertu de la participation aux résultats et de la rémunération discrétionnaire.

Les UATI attribuées aux membres de la haute direction visés dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice et dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2016 sont présentées dans le tableau qui suit.

Nom du membre de la haute direction visé	Valeur de marché des UATI dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016		Nombre d'UATI dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2016		Valeur de marché des UATI dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2016	
Daniel Daviau	878 802	\$	468 077	\$	1 876 989	\$
David Kassie	543 803	\$	137 530	\$	551 495	\$
Bradley Kotush	155 755	\$	40 866	\$	163 873	\$
Alexis de Rosnay	686 889	\$	895 227	\$	3 589 860	\$
Jeffrey Barlow	328 786	\$	241 712	\$	969 265	\$
David Esfandi	21 559	\$	28 143	\$	112 849	\$

La valeur de marché des UATI dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'UATI dont les droits ont été acquis par le cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'acquisition des droits. La valeur de marché des UATI dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2016 est calculée en multipliant le nombre d'UATI dont les droits n'avaient pas été acquis par le cours de clôture des actions sous-jacentes le 31 mars 2016 (4,01 \$). Toutes les UATI sont distribuées à l'acquisition des droits s'y rapportant. Les UATI dont les droits n'ont pas été acquis sont les seules UATI qui n'ont pas été payées ou distribuées.

- e) Aucun droit rattaché aux options attribuées aux membres de la haute direction visés n'a été acquis au cours de l'exercice, et aucune option n'a été exercée au cours de l'exercice. Les options qui n'ont pas été exercées au 31 mars 2016 sont présentées dans le tableau qui suit. Dans certaines circonstances, les options peuvent expirer plus tôt.

Nom du membre de la haute direction visé	Valeur de marché des options dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016		Nombre d'options dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2016		Prix d'exercice de l'option	Date d'expiration de l'option	Valeur des options dans le cours dont les droits n'avaient pas été exercés au 31 mars 2016		
Bradley Kotush	—	\$	117 318		9,47	\$	31 août 2016	—	\$

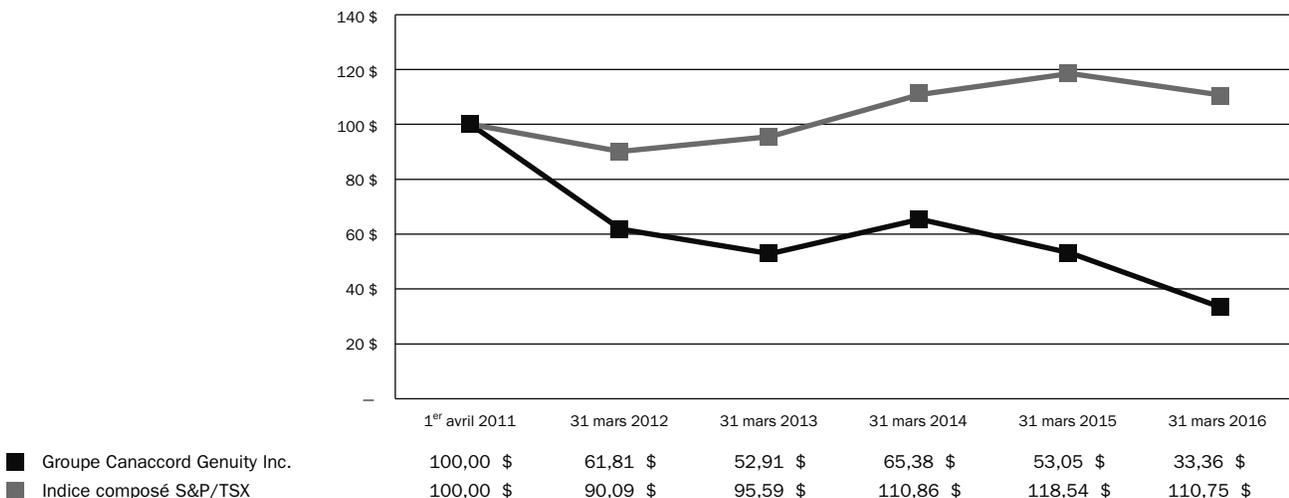
La valeur de marché des options dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'options dont les droits aux actions sous-jacentes n'ont pas été exercés par l'excédent, le cas échéant, du cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice des options. La valeur des options dans le cours dont les droits n'avaient pas été exercés au 31 mars 2016 est calculée en multipliant le nombre d'options dont les droits aux actions sous-jacentes n'ont pas été exercés par l'excédent, le cas échéant, du cours de clôture des actions sous-jacentes au 31 mars 2016 (4,01 \$) et le prix d'exercice des options.

- f1) Les montants de cette colonne représentent les paiements et les primes au titre de la participation aux résultats et du compte de rémunération au rendement. Les montants excluent toute tranche des paiements et des primes au titre de la participation aux résultats et du compte de rémunération au rendement qui aurait autrement été payée en espèces et à la place de laquelle le membre de la haute direction visé a reçu des UATI en vertu du RILT.
- h) Les montants de cette colonne comprennent certains avantages imposables, la contribution de la Société à un RAE et les renoncements aux prêts sur actions incitatifs consentis avant l'exercice 2016; aucun prêt du genre n'a été consenti aux membres de la haute direction à l'exercice 2016, et la Société a adopté une politique lui interdisant de consentir des prêts-subventions à ses administrateurs ou aux membres de sa haute direction.

## GRAPHIQUE DU RENDEMENT

Le graphique du rendement suivant illustre le rendement cumulé des cinq exercices les plus récents (du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2016) des actions ordinaires de la Société (en supposant que les dividendes sont réinvestis) par rapport à l'indice composé S&P/TSX. Le graphique et le tableau montrent la valeur à la fin de l'exercice 2016 d'un placement de 100 \$ effectué le 1<sup>er</sup> avril 2011 dans l'indice et dans des actions ordinaires.

### Graphique du rendement (\$ CA)



Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération utilise une analyse plus générale que le rendement total des investissements pour déterminer la rémunération annuelle des hauts dirigeants de la Société, mais les niveaux de rémunération du chef de la direction et du chef des finances correspondent de façon générale à la tendance du rendement total des investissements indiquée dans le graphique du rendement. La rémunération totale du chef de la direction a diminué à l'exercice 2011 et à l'exercice 2012, a progressé de moins de 1,0 % pour l'exercice 2013, et a augmenté au cours de l'exercice 2014 pour refléter la croissance du rendement de la Société pour l'exercice. La rémunération totale de la personne qui était chef de la direction à l'exercice 2015 était anormalement élevée, car elle reflétait en grande partie le devancement de la renonciation au remboursement d'un prêt destiné à l'achat d'actions au moment du décès prématuré de cette personne. La rémunération totale nettement inférieure du chef de la direction et du chef des finances pour l'exercice 2016 reflète la tendance soutenue du rendement total des investissements indiquée dans le graphique du rendement pour cet exercice.

## RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine chaque année la rémunération versée aux administrateurs à ce titre. En évaluant cette rémunération, le comité passe en revue des études externes et d'autres renseignements de tiers concernant la rémunération qui est versée aux administrateurs d'autres entreprises du secteur de la Société et aux administrateurs d'autres sociétés au Canada.

Le tableau qui suit présente la rémunération de tous les administrateurs qui ne sont pas des membres de la haute direction visés pour le plus récent exercice clos de la Société (2016) :

Nom a)	Honoraires gagnés b)	Attributions fondées sur des actions c)	Attributions fondées sur des options d)	Rémunération aux	Valeur du régime de retraite f)	Autre rémunération g)	Total h)
				termes de régimes incitatifs autres qu'à base d'actions e)			
Charles Bralver	177 035 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	227 035 \$
Massimo Carello	107 087 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	157 087 \$
Kalpana Desai	74 000 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	124 000 \$
William Eeuwes	74 000 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	124 000 \$
Michael Harris	19 500 \$	110 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	129 500 \$
Terrence Lyons	361 925 \$	58 752 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	420 677 \$
Dennis Miller	146 971 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	196 971 \$
Dipesh Shah	179 346 \$	50 000 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	229 346 \$

- b) Les montants de cette colonne comprennent la rémunération annuelle ainsi que les jetons de présence et les frais de déplacement. En ce qui a trait à MM. Bralver, Lyons et Miller, le montant comprend les honoraires gagnés à titre d'administrateurs de Canaccord Genuity Inc. En ce qui a trait à MM. Carello, Lyons et Shah, le montant comprend les honoraires gagnés en livres sterling à titre d'administrateurs ou de conseillers de Canaccord Genuity Limited ou de Canaccord Genuity Wealth Limited.
- c) Les montants de cette colonne pour les administrateurs indépendants (MM. Bralver, Carello, Eeuwes, Harris, Lyons, Miller et Shah et M<sup>me</sup> Desai) représentent la juste valeur à la date d'attribution des unités d'actions différées (UAD) dont les droits ont été attribués aux administrateurs au cours des quatre trimestres de l'exercice. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les UAD, veuillez vous reporter à la rubrique « Unités d'actions différées » à la page 35. La juste valeur à la date d'attribution se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume des actions à la Bourse de Toronto pendant les 10 jours précédant immédiatement la date d'attribution. Cette méthode représente la meilleure estimation de la direction de la juste valeur à la date d'attribution.

Le tableau suivant illustre les UAD dont les droits ont été attribués aux administrateurs au cours de l'exercice et qui étaient en circulation au 31 mars 2016. Ces chiffres comprennent les UAD supplémentaires versées relativement aux dividendes en espèces. La valeur de marché des UAD attribuées au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'UAD attribuées par la juste valeur à la date d'attribution ou le cours de clôture des actions sous-jacentes à la date de paiement des dividendes, selon le cas. La valeur de marché des UAD détenues au 31 mars 2016 est calculée en multipliant le nombre d'UAD détenues par le cours de clôture des actions sous-jacentes le 31 mars 2016 (4,01 \$).

Nom de l'administrateur	Nombre d'UAD attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016	Valeur de marché des UAD	
		attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016	détenues au 31 mars 2016
Charles Bralver	10 051	54 445 \$	37 614
Massimo Carello	9 773	52 820 \$	26 584
Kalpana Desai	9 442	50 882 \$	13 420
William Eeuwes	10 058	54 488 \$	11 924
Michael Harris	22 126	119 859 \$	83 381
Terrence Lyons	11 824	64 055 \$	44 787
Dennis Miller	9 417	50 738 \$	12 444
Dipesh Shah	9 770	52 804 \$	26 471

- d) Aucun droit rattaché aux options n'a été acquis au cours de l'exercice. Les options qui n'ont pas été exercées au 31 mars 2016 sont présentées dans le tableau qui suit. Dans certaines circonstances, les options peuvent expirer plus tôt.

Nom de l'administrateur	Valeur de marché des options dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016	Nombre d'options dont les droits aux actions sous-jacentes n'avaient pas été exercés au 31 mars 2016	Prix d'exercice de l'option	Date d'expiration de l'option	Valeur des options dans le cours dont les droits n'avaient pas été exercés au 31 mars 2016
Charles Bralver	— \$	25 000	8,39 \$	31 mars 2017	— \$
Massimo Carello	— \$	25 000	8,39 \$	31 mars 2017	— \$
William Eeuwes	— \$	25 000	8,39 \$	31 mars 2017	— \$
Michael Harris	— \$	25 000	8,39 \$	31 mars 2017	— \$
Terrence Lyons	— \$	25 000	8,39 \$	31 mars 2017	— \$

La valeur de marché des options dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'options dont les droits aux actions sous-jacentes n'ont pas été exercés par l'excédent, le cas échéant, du cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice des options. La valeur des options dans le cours dont les droits n'avaient pas été exercés au 31 mars 2016 est calculée en multipliant le nombre d'options dont les droits aux actions sous-jacentes n'ont pas été exercés par l'excédent, le cas échéant, du cours de clôture des actions sous-jacentes au 31 mars 2016 (4,01 \$) et le prix d'exercice des options.

- e) Les montants de cette colonne représentent les paiements et les primes au titre de la participation aux résultats et du compte de rémunération au rendement.

Pour l'exercice 2016, les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ont touché des honoraires annuels de 100 000 \$ pour leurs services à titre d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. En outre, les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ont touché 1 500 \$ pour leur présence à chaque réunion du conseil d'administration et d'un comité dont ils sont membres et 1 500 \$ pour chaque jour de déplacement dépassant quatre heures. L'administrateur principal a touché une somme supplémentaire de 40 000 \$ par année. Le président du comité d'audit a reçu une rémunération supplémentaire de 20 000 \$ par année et le président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération a touché une somme supplémentaire de 10 000 \$ par année.

Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ont été rétribués pour leurs services à titre d'administrateurs ne faisant pas partie de la direction de diverses filiales de Groupe Canaccord Genuity : a) les administrateurs ne faisant pas partie de la direction qui ont agi à titre d'administrateur de Canaccord Genuity Limited ont touché des honoraires annuels de 40 000 £ et des jetons de présence de 1 000 £ pour chaque réunion du conseil d'administration et des comités dont ils sont membres de Canaccord Genuity Limited ou de Canaccord Genuity Wealth Limited, et 1 000 £ pour chaque jour de déplacement dépassant quatre heures, b) les administrateurs ne faisant pas partie de la direction qui ont agi à titre d'administrateur de Canaccord Genuity Inc. ont touché des honoraires annuels de 50 000 \$ US et des jetons de présence de 1 500 \$ US pour chaque réunion du conseil d'administration et des comités dont ils sont membres de Canaccord Genuity Inc., et 1 500 \$ US pour chaque jour de déplacement dépassant quatre heures, et c) les administrateurs ne faisant pas partie de la direction qui ont agi à titre d'administrateur des filiales de Groupe Canaccord Genuity en Australie et en Asie ont touché des jetons de présence de 1 500 \$ pour chaque réunion de chacun des conseils d'administration de ces filiales et des comités dont ils sont membres et 1 500 \$ pour chaque jour de déplacement dépassant quatre heures. En outre, M. Bralver a touché des honoraires additionnels de 20 000 \$ US à titre de président du comité d'audit de Canaccord Genuity Inc.

M. Bralver était membre du conseil d'administration de Canaccord Genuity Inc. et président de son comité d'audit et, à ce titre, a touché l'équivalent de 107 535 \$. M. Lyons était membre du conseil d'administration de Canaccord Genuity Limited et membre de son comité d'audit et membre du conseil d'administration de Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Inc. et d'un certain nombre de filiales de Groupe Canaccord Genuity en Asie et, à ce titre, a touché l'équivalent de 184 374 \$. M. Miller a été membre du conseil d'administration de Canaccord Genuity Inc. et, à ce titre, a touché l'équivalent de 71 471 \$. M. Shah a été membre du conseil d'administration de Canaccord Genuity Limited, membre de ses comités d'audit et de rémunération jusqu'au 31 août 2015 et, à ce titre, a touché l'équivalent de 44 613 \$. Depuis septembre 2015, M. Shah est conseiller principal du conseil d'administration de Canaccord Genuity Limited, et offre un soutien professionnel pour l'évaluation des questions en matière de finances et de risques et conseille le conseil sur les développements au Royaume-Uni et dans les économies européennes qui sont pertinentes pour les activités de Canaccord Genuity Limited. À ce titre, il a touché indirectement par l'entremise d'une société de services personnels l'équivalent de 57 733 \$. Depuis janvier 2016, M. Carello est administrateur de Canaccord Genuity Limited et, à ce titre, a touché l'équivalent de 25 586 \$.

Les administrateurs ont aussi droit au remboursement des débours engagés pour participer aux réunions de n'importe quel des conseils d'administration et de leurs comités, et des autres dépenses engagées raisonnablement dans le cadre des activités de la Société.

### Unités d'actions différées

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2011, aucune autre option sur actions n'a été attribuée à des administrateurs. L'attribution annuelle d'options a été remplacée par une attribution trimestrielle d'unités d'actions différées (UAD) en vertu de laquelle les administrateurs peuvent choisir de se faire verser les honoraires qui leur sont dus sous forme d'émission d'UAD. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi utilisée et peuvent préciser la partie de leur rémunération qui sera utilisée pour acquérir des UAD, ainsi que la somme restante qui leur sera versée en espèces. Une UAD est une inscription en compte qui reproduit la valeur d'une action ordinaire. Lorsque des dividendes en espèces sont versés sur les actions ordinaires, les administrateurs admissibles sont crédités d'UAD supplémentaires. Le nombre d'UAD supplémentaires est calculé en multipliant le dividende en espèces par action ordinaire par le nombre d'UAD dans le compte de l'administrateur à la date de clôture des registres, divisé par la juste valeur de marché d'une action ordinaire à la date du versement du dividende. Les UAD s'accumulent pendant la durée du mandat de l'administrateur et ne sont versées que lorsqu'il quitte le conseil d'administration, lui procurant ainsi une participation continue dans la Société pendant la durée de son mandat. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, le paiement des UAD est effectué en espèces.

### Paramètres d'actionariat

Les administrateurs disposent de cinq ans à compter de la date de leur élection ou de leur nomination pour acquérir des actions et des UAD d'une valeur de marché de 250 000 \$. Les options dans le cours dont les droits n'ont pas été exercés ne sont pas comprises dans le compte minimal de la participation en actions. Un minimum de 50 000 \$ des honoraires annuels est versé sous forme d'UAD jusqu'à ce que la participation en actions minimale soit atteinte. Lorsque le seuil minimal de la participation en actions est atteint, un minimum de 25 000 \$ des honoraires annuels est versé sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir en partie ou en totalité leurs honoraires sous forme d'UAD.

En ce qui concerne les candidats en vue de l'élection des administrateurs, au moyen du cours de clôture des actions ordinaires le 31 mars 2016 (4,01 \$) et du nombre d'actions détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou sur lesquelles une emprise ou un contrôle est exercé et le nombre d'UATI et d'UAD détenues directement le 31 mars 2016, la valeur cumulative totale des placements en actions de chaque administrateur, y compris les UATI et les UAD, se présente comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'UATI	Nombre d'UAD	Valeur cumulative totale	Atteinte du seuil minimal de la participation en actions?
Charles Bralver	50 000	—	37 614	353 337 \$	Oui
Massimo Carello	75 000	—	26 584	407 352 \$	Oui
Dan Daviau	1 278 080	468 077	—	7 002 090 \$	Oui
					À atteindre d'ici
Kalpana Desai	—	—	13 420	53 814 \$	août 2019
Michael Harris	82 339	—	83 381	664 537 \$	Oui
David Kassie	3 758 394	137 530	—	15 622 655 \$	Oui
Terrence (Terry) Lyons	41 568	—	44 787	346 284 \$	Oui
					À atteindre d'ici
Dipesh Shah	—	—	26 471	106 149 \$	novembre 2017

### Assurance et indemnisation

Les administrateurs et dirigeants de la Société ainsi que ceux des entités membres de son groupe sont protégés par un contrat d'assurance des administrateurs et dirigeants offrant une garantie maximale totale de 60 millions \$ pour l'ensemble des administrateurs et dirigeants assurés.

Les statuts constitutifs de la Société prévoient également l'indemnisation obligatoire de ses administrateurs et anciens administrateurs à l'égard de toute obligation et de tous frais relatifs à une action ou poursuite intentée contre eux relativement à l'accomplissement de leurs devoirs ou de leur charge, que ce soit pour le compte de la Société ou pour celui d'une entité membre de son groupe, sous réserve de certaines limites usuelles. La Société a conclu une entente d'indemnisation à titre d'administrateur avec chacun de ses administrateurs, entente qui complète les statuts constitutifs et prévoit notamment le paiement des dépenses engagées (sous réserve d'un remboursement s'il est plus tard établi que l'administrateur n'avait pas droit à une indemnisation), la détermination des droits par un conseiller juridique indépendant et le maintien de l'assurance aux niveaux actuels si elle est raisonnablement disponible.

## Titres pouvant être émis en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions

### INFORMATION SUR LES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS<sup>1</sup>

Catégorie des régimes	Nombre de titres devant être émis à l'exercice des options, bons de souscription et droits en cours a)	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons de souscription et droits en cours b)	Nombre de titres encore disponibles à des fins d'émission en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions (à l'exclusion des titres indiqués à la colonne a) c)
<b>Régimes de rémunération fondée sur des actions approuvés par les porteurs de titres</b>			
RILT <sup>2</sup>	1 764 559	7,52 \$	0
Régime d'options sur actions	1 509 354	9,38 \$	751 619
<b>Régimes de rémunération fondée sur des actions non approuvés par les porteurs de titres</b>			
<b>Régime de primes annuelles sous forme différées de remplacement de CSH</b>			
remplacement de CSH	25 637	9,01 \$	0
RILT de remplacement de CSH	201 552	9,01 \$	0
Régime incitatif de CSH	651 076	8,50 \$	0
<b>Total</b>	<b>4 152 178</b>	<b>Sans objet</b>	<b>751 619</b>

1) L'information présentée dans ce tableau est en date du 31 mars 2016.

2) L'information présentée est liée aux actions pouvant être émises sur le capital autorisé aux termes du régime d'intéressement à long terme (RILT) en ce qui concerne les attributions pour l'ensemble des trimestres clos au plus tard le 31 mars 2016, et reflétant la limite maximale de 10 000 000 d'actions ordinaires initialement autorisée par les actionnaires. Elle ne comprend pas les actions acquises aux fins du RILT par les fiducies pour les avantages sociaux des employés clés.

Canaccord Genuity a les régimes incitatifs de rémunération fondée sur des actions suivants, lesquels visent à récompenser ses dirigeants et ses employés et à aligner les intérêts de ces derniers sur ceux de la Société :

#### 1. RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME (RILT)

Le 2 août 2007, la Société a adopté le régime d'intéressement à long terme (le « RILT »). Un résumé des principales règles du RILT est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

##### a) Admissibilité au titre des attributions

Les participants admissibles sont les employés de la division des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity ainsi que les membres de la haute direction, exploitation et administration des sociétés faisant partie du Groupe. Les modalités générales du RILT sont les mêmes pour tous les pays, mais, en raison des divergences d'une administration à l'autre, les régimes ont historiquement été mis en œuvre de manière légèrement différente. De plus, le libellé varie au Royaume-Uni, aux États-Unis ainsi que dans d'autres pays. Pour les employés à l'extérieur du Royaume-Uni et des États-Unis (principalement les employés de La Corporation Canaccord Genuity au Canada), une fiducie pour les avantages sociaux des employés clés a été constituée. La Société ou La Corporation Canaccord Genuity verse dans la fiducie des fonds qu'un fiduciaire utilise pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détient en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles, ou bien la Société émet des actions ordinaires sur le capital autorisé en faveur des participants au régime à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Historiquement, pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement inaccessibles, la Société a attribué des actions ordinaires et celles-ci ont été émises à même le capital autorisé auprès des participants du régime par suite de l'acquisition des droits se rattachant à ces unités. Avec prise d'effet en juin 2014, des fiducies pour les avantages sociaux des employés clés ont également été constituées aux États-Unis et au Royaume-Uni et la Société ou Canaccord Genuity Inc. ou Canaccord Genuity Limited, selon le cas, verse dans la fiducie des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles, ou bien la Société émettra des actions ordinaires sur le capital autorisé en faveur des participants au régime à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Les libellés des régimes du Royaume-Uni et des États-Unis ont été modifiés pour tenir compte de ce changement et pour apporter certains autres changements qui en découlent de même que des modifications reflétant les changements de nom survenus dans le Groupe Canaccord Genuity. En outre, les libellés des régimes pour le Royaume-Uni et les États-Unis ont été modifiés pour stipuler que la période d'acquisition des droits maximale de chaque attribution est de cinq ans plutôt que trois. Cette modification ne s'applique pas aux attributions déjà octroyées. Le comité a le pouvoir de faire de telles modifications et n'est pas tenu de les soumettre à l'approbation des actionnaires, ce qui n'a pas été fait en l'espèce.

Les attributions sont octroyées sous la forme d'unités d'actions temporairement incessibles (UATI). À l'acquisition des droits relatifs aux unités d'actions, le participant aura le droit de recevoir (à même le capital autorisé ou par voie de transfert) un nombre équivalent d'actions ordinaires.

Le RILT est administré par le conseil d'administration, par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (ou par un autre comité autorisé à cette fin par le conseil d'administration) (le « **comité** ») et par le chef de la direction, le chef de l'exploitation, le cas échéant, et le chef des finances de la Société (les « **hauts dirigeants** » aux fins de la présente section).

**b) Prix d'exercice**

Le prix auquel le participant peut acquérir des actions ordinaires au moment de l'acquisition de droits se rattachant à des unités d'actions s'établit à néant.

**c) Dividendes**

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne sont pas cumulés sur les unités d'actions temporairement incessibles sous-jacentes. Cependant, les participants ont le droit de recevoir un montant en espèces équivalent aux dividendes qui s'accumulent (« **équivalent dividende** ») au moment de l'acquisition des droits rattachés à leurs unités d'actions.

**d) Plafonds autorisés par le régime**

Aux termes du RILT, tel qu'il a été approuvé par les actionnaires, un total de 10 000 000 d'actions ordinaires a été autorisé pour émission à même le capital autorisé. Sur la durée de vie du RILT jusqu'au 31 mars 2016, un total de 8 235 441 actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé, laissant un nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises sur le capital autorisé aux termes du RILT (y compris la partie attribuable au RILT du régime incitatif de CSH dont il est question à la page 44) de 1 764 559 actions ordinaires, soit approximativement 1,7 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de la présente circulaire. Dans la circulaire d'information de la direction aux fins de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue le 2 août 2007, au cours de laquelle le RILT a été approuvé par les actionnaires, la Société a établi que le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être visées par des attributions de droits rattachés à des unités d'actions temporairement incessibles aux termes du RILT à l'égard de quatre trimestres consécutifs de la Société était fixé à 2 000 000. En mai 2012, le comité a modifié le RILT de manière à ce que le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises sur le capital autorisé aux termes du RILT à l'égard de quatre trimestres consécutifs de la Société soit de 3 000 000, et qu'il y soit précisé que ce plafond s'applique uniquement à l'égard des attributions au titre du RILT et ne vise aucun autre régime d'intéressement fondé sur des actions. En novembre 2012, le comité a modifié le RILT pour ramener la période de non concurrence suivant la cessation d'emploi à un maximum de 12 mois. Le comité a le pouvoir de faire de telles modifications et n'est pas tenu de les soumettre à l'approbation des actionnaires, ce qui n'a pas été fait en l'espèce.

De plus,

- i) le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être réservées à des fins d'émission en tout temps à une personne donnée aux termes du RILT ne peut excéder 2,5 % des actions ordinaires en circulation au moment de l'attribution à la personne en question; et
- ii) le nombre total d'actions ordinaires a) émises à des initiés de la Société au cours d'une période de un an donnée ou b) pouvant être émises à des initiés de la Société à n'importe quel moment aux termes du RILT, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération sous forme d'actions de la Société (au sens du Guide à l'intention des sociétés de la TSX), ne peut dépasser 10 % des actions ordinaires en circulation. Aux fins de l'interprétation des plafonds autorisés par le régime, s'entendent par « initiés » les initiés qui doivent remplir des déclarations d'initié en vertu des lois canadiennes en matière de valeurs mobilières.

**e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi, changement de contrôle**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, 1 179 669 actions ordinaires ont été émises à même le capital autorisé et 2 771 653 actions ordinaires ont été transférées des fiducies pour les avantages du personnel à l'acquisition des droits attribués et les droits visant 1 153 068 actions ordinaires ont fait l'objet d'une renonciation.

Le comité peut, à son entière discrétion, déterminer les critères d'acquisition des droits attribués aux termes du RILT, dans la mesure où les droits ne sont pas acquis plus de trois ans (ou, dans le cas du Royaume-Uni et des États-Unis, cinq ans) après la fin de l'année civile au cours de laquelle ils sont attribués.

En l'absence de critères déterminés par le comité ou l'un des hauts dirigeants, les droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont acquis comme suit :

- i) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la date de la première « publication des résultats » de la Société (comme il est défini plus précisément dans le RILT) qui précède immédiatement le premier anniversaire de la date d'attribution;
- ii) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la première publication des résultats de la Société qui précède immédiatement le deuxième anniversaire de la date d'attribution; et
- iii) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la première publication des résultats de la Société qui précède immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution.

Même après l'acquisition des droits, 50 % des actions acquises en vertu du RILT peuvent être assujetties à des restrictions quant à leur transfert qui sont liées au respect par les participants au régime de certains paramètres d'actionnariat minimaux établis par le conseil d'administration, le comité ou les hauts dirigeants. Les restrictions quant au transfert peuvent, en tout temps, en tout ou en partie, cesser de s'appliquer ou faire l'objet d'une renonciation par le comité ou un haut dirigeant.

L'attribution de droits dans le cadre du RILT ne dépend d'aucun critère de rendement.

Si un participant met fin à son emploi ou si la Société met fin à l'emploi d'un participant pour un motif déterminé (comme il est défini plus précisément dans le RILT), ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont automatiquement échus à la date de la cessation d'emploi. Dans toute autre circonstance de cessation d'emploi (autre que le décès), si le participant ne fait pas concurrence à la Société au cours de la période de 12 mois (qui peut être étendue à 24 mois) suivant sa cessation d'emploi, il a le droit de conserver ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions jusqu'à la date d'acquisition des droits applicable, et ceux-ci continuent d'être assujettis aux règles du RILT, y compris les critères d'acquisition des droits susmentionnés. Si l'emploi d'un participant prend fin en raison de son décès, ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont automatiquement acquis à la date du décès.

Nonobstant ce qui précède, le comité ou un haut dirigeant peut, sans modifier les règles du RILT, déterminer que les droits seront acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte que les droits n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement.

L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une cessation d'emploi combinée à un changement de contrôle de la Société ou dans le cas où l'acquisition immédiate de droits rattachés à des unités d'actions temporairement incessibles est négociée dans le cadre d'ententes liées à des indemnités de départ.

#### **f) Mode d'acquisition des droits**

Les participants peuvent conserver leurs actions dont les droits sont acquis dans le RILT jusqu'à ce qu'ils choisissent volontairement de les retirer. Si un participant cesse d'être un employé pour quelque raison que ce soit, il est tenu de retirer ses actions dont les droits sont acquis dans les 90 jours suivant sa cessation d'emploi. L'acquisition des droits est conditionnelle au paiement par le participant de tous les impôts sur le résultat et cotisations d'assurance nationale des employés exigibles (ou autres dispositions légales d'État équivalentes) ou à tout engagement par le participant de faire un tel paiement.

#### **g) Variation du capital social**

En cas de fusion, d'accord, d'émission d'actions gratuites ou d'offre au moyen d'un placement de droits (y compris une offre publique), ou lors de tout regroupement, subdivision, reclassement ou réduction, ou de toute autre variation du capital social de la Société, ou dans le cas où la Société faisait l'objet d'une scission, le nombre d'actions ordinaires visées par une attribution aux termes du RILT peut être ajusté d'une manière que le comité juge équitable.

#### **h) Modifications et généralités**

Aucun droit visé par une attribution aux termes du RILT ne peut être cédé ou transféré par un titulaire d'attributions à toute autre personne, sauf en cas de décès du titulaire d'attributions. Les droits liés aux attributions octroyées en vertu du RILT ne doivent pas ouvrir droit à pension.

Les règles du RILT peuvent être modifiées par le comité pourvu :

- i) qu'aucune modification qui pourrait porter gravement atteinte aux intérêts des participants relativement à des attributions déjà octroyées ne soit apportée sans leur consentement; et

- ii) que toutes les modifications au nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises sur le capital autorisé aux termes du RILT, aux critères d'admissibilité des participants et aux dispositions de modification soient soumises à l'approbation préalable des actionnaires de la Société à l'occasion d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, à moins qu'il ne s'agisse de modifications mineures au bénéfice de l'administration du régime ou en vue de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les titulaires d'attributions, la Société ou un membre du Groupe.

## 2. RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le 21 juin 2004, la Société a adopté le régime d'options sur actions. Un résumé des principales règles du régime d'options sur actions est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

### a) Admissibilité au titre des attributions

Les administrateurs, les dirigeants, les consultants ainsi que certains employés clés du Groupe sont admissibles au régime d'options sur actions. Les attributions sont octroyées sous la forme d'options visant l'achat d'actions ordinaires. Le régime est administré par le conseil d'administration et les options sont attribuées par ce dernier à son entière discrétion.

### b) Prix d'exercice

Le prix auquel le titulaire d'une option peut acquérir des actions ordinaires lors de l'exercice de cette option est déterminé par le conseil d'administration au moment de l'attribution; ce prix ne peut en aucun cas être inférieur à la « juste valeur de marché » des actions ordinaires avant la date d'attribution.

### c) Dividendes

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne sont pas cumulés sur les options sous-jacentes.

### d) Plafonds autorisés par le régime

Aux termes du régime d'options sur actions, tel qu'il est approuvé par les actionnaires, un total de 4 612 927 actions ordinaires a été autorisé pour émission à même le capital autorisé. Ce nombre a été réduit de 2 000 000 d'actions ordinaires pour atteindre à 2 612 927 actions ordinaires lorsque le RILT a été adopté. Sur la durée de vie du régime jusqu'au 31 mars 2016, un total de 351 954 actions ordinaires a été émis sur le capital autorisé, laissant un nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises sur le capital autorisé aux termes du régime (y compris les actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options en cours) à 2 260 973 actions ordinaires, soit approximativement 2,2 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de la présente circulaire, et le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à une personne donnée aux termes du régime correspond à 5 % des actions ordinaires en circulation. De plus, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à des initiés de la Société au cours d'une période de un an donnée ne peut pas dépasser 10 % des actions ordinaires en circulation. Aux fins de l'interprétation des plafonds autorisés par le régime, les « initiés » ne comprennent pas les administrateurs ou les dirigeants d'une filiale de la Société.

### e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi, changement de contrôle

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, aucune action ordinaire n'a été émise à l'exercice des options attribuées et les options visant 100 000 actions ordinaires sont arrivées à échéance sans avoir été exercées.

Les droits aux options subsistantes attribuées à des administrateurs indépendants du groupe s'acquièrent sur quatre ans ou plus tôt dans les cas suivants : i) au moment immédiat du décès du titulaire de l'option, ii) à la discrétion, exercée dans les 10 jours suivant un changement de contrôle, d'une majorité des administrateurs (autres que des titulaires d'options), et iii) à la discrétion d'une majorité d'administrateurs (autres que les titulaires d'options) au moment où l'invalidité du titulaire de l'attribution devient permanente. Chaque option arrive à échéance le 31 mars de la septième année suivant l'attribution.

Les droits aux options subsistantes attribuées à des hauts dirigeants du groupe le 31 août 2009 s'acquièrent sur cinq ans ou au moment immédiat du décès du titulaire de l'option et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : i) sept ans à partir de la date d'attribution, ii) trois ans après le décès ou la cessation d'emploi, iii) lorsque les autres actions aux droits non acquis attribuées au titulaire de l'option sont annulées quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé), et iv) en cas de retraite anticipée, s'il est établi que le titulaire de l'option a livré concurrence au groupe ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion.

Le conseil peut, à sa discrétion, déterminer les critères d'exercice et d'acquisition qui s'appliquent à toute attribution future d'options aux termes du régime d'options sur actions, mais toutes les options doivent arriver à échéance au moins 10 ans après la date d'attribution.

Nonobstant ce qui précède, le comité ou un haut dirigeant peut, sans modifier les règles du régime d'options sur actions, déterminer que les droits à une attribution seront acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte que les droits n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas où l'acquisition immédiate des droits rattachés à des options est négociée dans le cadre d'ententes passées liées à des indemnités de départ.

**f) Mode d'exercice**

Suivant la réception d'un avis d'exercice relativement à une option ainsi que du paiement du prix d'exercice exigible et des impôts sur le résultat et cotisations sociales exigibles (ou autres dispositions légales d'État équivalentes), ou tout engagement de faire un tel paiement, les actions ordinaires à l'égard desquelles une option a été exercée doivent être émises par la Société ou celle-ci doit obtenir leur transfert au titulaire de l'option.

Comme solution de rechange à ce qui précède, et sous réserve des options dont les droits sont acquis, les règles du régime d'options sur actions prévoient que le conseil peut donner effet aux droits à la plus-value des actions, auquel cas les titulaires d'options ont le droit de choisir de mettre fin à leurs options (en tout ou en partie) et de recevoir le nombre d'actions ordinaires ayant une valeur qui est égale à la différence entre le prix d'exercice par action du nombre d'actions ordinaires pour lequel le titulaire d'options a annulé ses options et la valeur de marché d'un tel nombre d'actions ordinaires.

**g) Variation du capital social**

En cas de division, de regroupement, de reclassement ou de toute autre restructuration du capital social de la Société, le nombre d'actions ordinaires visées par une option est ajusté d'une manière que le chef des finances de la Société juge équitable, de sorte que les titulaires d'options touchés peuvent acquérir la même part des fonds propres de la Société au même prix total après la restructuration auquel ils auraient pu l'acquérir avant la restructuration.

**h) Modifications et généralités**

Les options attribuées en vertu du régime d'options sur actions ne peuvent être cédées ou transférées à aucune autre personne.

L'approbation des actionnaires de Canaccord Genuity est nécessaire pour toute modification du régime d'options sur actions et aucune modification qui pourrait porter atteinte aux options ou aux droits rattachés à des options déjà attribuées ne doit être apportée sans le consentement du titulaire de ces options.

**3. RÉGIME DE PRIMES ANNUELLES SOUS FORME D' ACTIONS DIFFÉRÉES DE REMPLACEMENT DE COLLINS STEWART HAWKPOINT (« RÉGIME DE PRIMES ANNUELLES SOUS FORME D' ACTIONS DIFFÉRÉES DE REMPLACEMENT DE CSH »)**

Le 19 mars 2012, la Société a adopté le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement de CSH, sous réserve de l'acquisition de CSHP le 21 mars 2012. Un résumé des principales règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement de CSH est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

**a) Admissibilité au titre des attributions**

Le 21 mars 2012, des droits à des primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ont été octroyés aux employés du groupe CSHP qui étaient des participants au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint (le « régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSH ») en remplacement des droits à des primes annuelles sous forme d'actions différées de CSH initiaux.

Les droits à des primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ont été octroyés sous la forme d'attributions sans frais visant l'acquisition d'un nombre précis d'actions ordinaires ou le paiement d'un montant en espèces.

Aucun autre droit à des primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ne sera attribué en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement.

**b) Prix d'exercice**

Le prix auquel le titulaire de l'attribution peut acquérir des actions ordinaires lors de l'exercice de droits à des primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement s'établit à néant.

**c) Dividendes**

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne sont pas cumulés sur les droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement.

**d) Plafonds autorisés par le régime**

Au 31 mars 2016, un nombre maximal de 25 637 actions ordinaires peuvent être émises par la Société pour régler l'exercice des droits attribués aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, soit approximativement 0,02 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de la présente circulaire.

**e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, 7 256 actions ordinaires ont été émises à l'exercice des droits attribués aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Toutes les attributions de droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement étaient devenues exerçables en date du 17 mars 2014. Elles doivent toutes avoir été exercées d'ici le 17 mars 2021.

L'attribution de droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ne dépend d'aucun critère de rendement.

Si un titulaire d'attribution met fin à son emploi avec préavis, ses droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement (qu'ils soient acquis ou non) sont automatiquement échus et ne peuvent plus être exercés à la date de délivrance du préavis. Si la Société met fin à l'emploi d'un titulaire d'attribution avec préavis, dans des circonstances où la délivrance de ce préavis est justifiée par une inconduite grossière de la part du titulaire de l'attribution (comme il est défini dans les règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement), ses droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement (qu'ils soient acquis ou non) sont automatiquement échus et ne peuvent plus être exercés à la date de la délivrance du préavis. Dans toute autre circonstance de cessation d'emploi, le titulaire de l'attribution a le droit de conserver ses droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement et continue d'être assujéti aux règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement.

Nonobstant ce qui précède et sauf dans les circonstances où les droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement sont automatiquement échus, l'acquisition accélérée peut, à la discrétion du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération du conseil d'administration (le « **comité** »), être autorisée, auquel cas les droits aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement doivent être exercés dans un délai de 12 mois à compter de la cessation d'emploi, à la suite duquel ils sont échus et ne peuvent plus être exercés. Le comité a autorisé tous les dirigeants à exercer ce pouvoir discrétionnaire.

**f) Changement de contrôle**

L'acquisition accélérée des droits, en tout ou en partie, est également autorisée en cas de changement de contrôle (comme il est défini dans les règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement), à l'entière discrétion du conseil. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé uniquement lorsqu'une cessation d'emploi est combinée au changement de contrôle. Si le conseil n'exerce pas son pouvoir discrétionnaire, les droits à des primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement (ou une partie de ceux-ci) subsistent conformément aux règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement.

**g) Mode d'exercice**

Dans les 30 jours de la réception d'un avis d'exercice relatif à une attribution en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, ainsi que d'un paiement pour les impôts sur le résultat et cotisations d'assurance nationale de l'employeur et des employés (ou d'un engagement de faire un tel paiement), les actions ordinaires à l'égard desquelles l'attribution a été exercée doivent être émises par la Société ou celle-ci doit effectuer leur transfert au titulaire de l'attribution, et un paiement de la partie en espèces de l'attribution (le cas échéant) est effectué par l'entremise du système de paie applicable du groupe (sous réserve des déductions appropriées au titre des impôts sur le résultat et des cotisations d'assurance nationale de l'employeur et des employés).

**h) Variation du capital social**

En cas de fusion, d'accord, d'émission d'actions gratuites ou d'offre au moyen d'un placement de droits (y compris une offre publique), ou lors de tout regroupement, division, reclassement ou réduction, ou de toute autre variation du capital social de la Société, ou dans le cas où la Société fait l'objet d'une scission, le nombre d'actions ordinaires visées par une attribution aux

termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement peut être ajusté d'une manière que le conseil (après consultation avec le comité) considère juste et raisonnable.

**i) Modifications et généralités**

Aucun droit visé par une attribution aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ne peut être cédé ou transféré par un titulaire d'attributions à une autre personne, sauf en cas de décès du titulaire d'attributions. Les attributions octroyées en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement ne doivent pas ouvrir droit à pension.

Les règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement peuvent être modifiées par le conseil ou le comité pourvu :

- i) qu'aucune modification qui pourrait porter gravement atteinte aux intérêts des titulaires d'attributions relativement à des attributions déjà octroyées ne soit apportée sans leur consentement; et
- ii) que toutes les modifications au nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, à la période d'acquisition des droits, aux dispositions de transfert et aux dispositions de modification soient soumises à l'approbation préalable des actionnaires de la Société à l'occasion d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, à moins qu'il ne s'agisse de modifications mineures au bénéfice de l'administration du régime ou en vue de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les titulaires d'attributions, la Société ou un membre du Groupe.

Nonobstant ce qui précède, le conseil ou le comité peut, sans modifier les règles du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, déterminer que les droits visés par une attribution aux termes de ce régime sont acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte qu'ils n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement.

Le conseil peut modifier le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement en créant des annexes distinctes pour pouvoir l'appliquer outre-mer.

**4. RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME DE REMPLACEMENT DE COLLINS STEWART HAWKPOINT (LE « RILT DE REMPLACEMENT DE CSH »)**

Le 19 mars 2012, la Société a adopté un RILT de remplacement, sous réserve de l'acquisition de CSHP le 21 mars 2012. Un résumé des principales règles du RILT de remplacement de CSH est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

**a) Admissibilité au titre des attributions**

Le 21 mars 2012, des attributions dans le cadre du RILT de remplacement ont été octroyées aux employés du groupe CSHP qui étaient des participants au RILT de 2010 de Collins Stewart Hawkpoint (le « **RILT de CSH** ») en remplacement des attributions dans le cadre du RILT de CSH initiales.

Les droits à des attributions dans le cadre du RILT de remplacement ont été octroyés sous la forme d'attributions sans frais visant l'acquisition d'un nombre précis d'actions ordinaires.

Aucune autre attribution ne sera octroyée dans le cadre du RILT de remplacement.

**b) Prix d'exercice**

Le prix auquel le titulaire de l'attribution peut acquérir des actions ordinaires lors de l'exercice d'une attribution dans le cadre du RILT de remplacement s'établit à néant.

**c) Dividendes**

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne seront pas cumulés sur les droits attribués aux termes du RILT de remplacement.

**d) Plafonds autorisés par le régime**

Au 31 mars 2016, un nombre maximal de 201 552 actions ordinaires peuvent être émises par la Société pour régler l'exercice des droits attribués dans le cadre du RILT de remplacement, soit approximativement 0,2 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de la présente circulaire.

**e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, 70 574 actions ordinaires ont été émises à l'exercice des droits attribués aux termes du RILT de remplacement. Toutes les attributions de droits aux termes du RILT de remplacement ont été acquises et deviennent susceptibles d'être exercées d'ici le 21 mars 2016. Toutes les attributions doivent avoir été exercées d'ici le dixième anniversaire de la date initiale des attributions aux termes du RILT de CSH (soit d'ici le 31 mars 2020).

L'attribution de droits aux termes du RILT de remplacement ne dépend d'aucun critère de rendement.

Si l'emploi d'un titulaire d'attribution prend fin par suite de son décès, ses droits aux termes du RILT de remplacement sont immédiatement acquis et peuvent être exercés. Si un titulaire d'attribution quitte son emploi sans motif grave, notamment pour des raisons de santé et tout autre motif déterminé (comme il est défini plus précisément dans les règles du RILT de remplacement), ses droits aux termes du RILT de remplacement continuent d'être acquis, comme il est mentionné dans les règles du RILT de remplacement.

Si l'emploi d'un titulaire d'attribution prend fin pour un motif déterminé, la partie des droits non acquis attribués dans le cadre du RILT de remplacement est automatiquement échue à la date de cessation d'emploi.

Nonobstant ce qui précède et sauf dans des circonstances où la partie des droits non acquis attribués dans le cadre du RILT de remplacement est automatiquement échue en raison d'une cessation d'emploi pour un motif déterminé, l'acquisition accélérée peut, à la discrétion du comité, être autorisée, auquel cas le comité détermine les modalités de l'acquisition accélérée. Le comité a autorisé tous les dirigeants à exercer ce pouvoir discrétionnaire.

**f) Changement de contrôle**

L'acquisition accélérée des droits, en tout ou en partie, est également autorisée en cas de changement de contrôle (comme il est défini dans les règles du RILT de remplacement), à l'entière discrétion du conseil. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé uniquement lorsqu'une cessation d'emploi est combinée au changement de contrôle. Si le conseil n'exerce pas son pouvoir discrétionnaire, les droits attribués dans le cadre du RILT de remplacement (ou une partie de ceux-ci) subsistent conformément aux règles du régime de RILT de remplacement.

**g) Mode d'exercice**

Dans les 30 jours de la réception d'un avis d'exercice relatif à une attribution en vertu du RILT de remplacement, ainsi que d'un paiement pour les impôts sur le résultat et cotisations d'assurance nationale des employés exigibles (ou d'un engagement de faire un tel paiement), les actions ordinaires à l'égard desquelles les droits visés par l'attribution ont été exercés doivent être émises par la Société ou celle-ci doit en assurer le transfert au titulaire de l'attribution.

**h) Variation du capital social**

En cas de fusion, d'accord, d'émission d'actions gratuites ou d'offre au moyen d'un placement de droits (y compris une offre publique), ou lors de tout regroupement, division, reclassement ou réduction, ou de toute autre variation du capital social de la Société, ou dans le cas où la Société fait l'objet d'une scission, le nombre d'actions ordinaires visées par une attribution aux termes du RILT de remplacement peut être ajusté d'une manière que le conseil (après consultation avec le comité) considère juste et raisonnable.

**i) Modifications et généralités**

Aucun droit visé par une attribution aux termes du RILT de remplacement ne peut être cédé ou transféré par un titulaire d'attributions à une autre personne, sauf en cas de décès du titulaire d'attributions. Les attributions octroyées en vertu du RILT de remplacement ne doivent pas ouvrir droit à pension.

Les règles du RILT de remplacement peuvent être modifiées par le conseil ou le comité pourvu :

- i) qu'aucune modification qui pourrait porter gravement atteinte aux intérêts des titulaires d'attributions relativement à des attributions déjà octroyées ne soit apportée sans leur consentement; et
- ii) que toutes les modifications au nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du RILT de remplacement, à la période d'acquisition des droits, aux dispositions de transfert et aux dispositions de modification soient soumises à l'approbation préalable des actionnaires de la Société à l'occasion d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, à moins qu'il ne s'agisse de modifications mineures au bénéfice de l'administration du régime ou en vue de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les titulaires d'attributions, la Société ou un membre du Groupe.

Nonobstant ce qui précède, le conseil ou le comité peut, sans modifier les règles du RILT de remplacement, déterminer que les droits visés par une attribution aux termes de ce régime sont acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte qu'ils n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement.

Le conseil peut modifier le RILT de remplacement en créant des annexes distinctes pour pouvoir l'appliquer outre-mer.

## **5. RÉGIME INCITATIF À L'INTENTION DES DIRIGEANTS DE COLLINS STEWART HAWKPOINT (LE « RÉGIME INCITATIF DE CSH »)**

Le 22 mai 2012, la Société a adopté le régime incitatif de CSH. En novembre 2012, le comité a modifié le régime pour ramener à un maximum de 12 mois la période de non-concurrence suivant la cessation d'emploi. Le comité a le pouvoir de faire une telle modification et n'est pas tenu de la soumettre à l'approbation des actionnaires, ce qui n'a pas été fait en l'espèce. Un résumé des principales règles du régime incitatif de CSH est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

### **a) Admissibilité au titre des attributions**

Tout employé i) du groupe de sociétés de CSHP anciennement connu sous le nom Collins Stewart Europe Limited, ii) du groupe de sociétés de CSHP anciennement connu sous le nom Hawkpoint Partners Limited ou iii) de l'une des sociétés exerçant ses activités sous le nom « Collins Stewart Wealth Management » (collectivement, les « sociétés de CSH ») qui était un dirigeant à temps plein entre la date d'entrée en vigueur de l'acquisition de CSHP (le 21 mars 2012) et la date d'une attribution, a le droit de participer au régime incitatif de CSH.

Les attributions sont octroyées sous la forme d'« unités d'actions temporairement incessibles ». À l'acquisition des droits relatifs aux unités d'actions, le participant aura le droit de recevoir (à même le capital autorisé ou par voie de transfert) un nombre équivalent d'actions ordinaires.

Le régime incitatif de CSH est administré par le conseil, par le comité et par les hauts dirigeants.

### **b) Prix d'exercice**

Le prix auquel le participant peut acquérir des actions ordinaires au moment de l'acquisition de droits se rattachant à des unités d'actions s'établit à néant.

### **c) Dividendes**

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne sont pas cumulés sur les unités d'actions temporairement incessibles sous-jacentes. Cependant, les participants ont le droit de recevoir un montant en espèces équivalent aux dividendes qui s'accumulent (« équivalent dividende ») au moment de l'acquisition des droits rattachés à leurs unités d'actions.

### **d) Plafonds autorisés par le régime**

Au 31 mars 2016, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises sur le capital autorisé aux termes du volet du régime incitatif de CSH autre que le RILT est de 651 076, soit approximativement 0,6 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de la présente circulaire.

De plus,

- i) le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être réservées à des fins d'émission en tout temps à une personne donnée aux termes du régime ne peut excéder 2,5 % des actions ordinaires en circulation au moment de l'attribution à la personne en question; et
- ii) le nombre total d'actions ordinaires a) émises à des initiés de la Société au cours d'une période de un an donnée ou b) pouvant être émises à des initiés de la Société à n'importe quel moment aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société (au sens du Guide à l'intention des sociétés de la TSX), ne peut dépasser 10 % des actions ordinaires en circulation. Aux fins de l'interprétation des plafonds autorisés par le régime, s'entendent par « initiés » les initiés qui doivent remplir des déclarations d'initié en vertu des lois canadiennes en matière de valeurs mobilières.

### **e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi, changement de contrôle**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a attribué 2 418 861 unités d'actions temporairement incessibles (UATI), dont les droits s'acquièrent sur une période de cinq ans. En vertu du régime, le tiers des droits rattachés aux UATI (déduction

faite des renonciations) ont été acquis au troisième anniversaire de la date d'attribution aux termes du RILT existant (se reporter à la rubrique « Régime d'intéressement à long terme (RILT) » à la page 36). Les deux autres tiers des droits rattachés aux UATI (1 612 559 UATI), déduction faite des renonciations, s'acquerront aux termes du nouveau régime incitatif de CSH (le « volet du régime incitatif de CSH autre que le RILT »), la moitié des droits rattachés aux 1 612 559 UATI (déduction faite des renonciations) étant acquis au quatrième anniversaire de la date d'attribution et l'autre moitié (déduction faite des renonciations), au cinquième anniversaire de la date d'attribution. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, 626 446 actions ordinaires ont été émises à l'exercice des droits attribués aux termes du régime incitatif de CSH et 55 546 UATI ont fait l'objet d'une renonciation pour un total de 304 179 UATI annulées ou frappées d'extinction sur la durée de vie du régime jusqu'au 31 mars 2016.

Chaque date d'acquisition des droits, les UATI (émises aux termes du RILT existant ou du volet du régime incitatif de CSH autre que le RILT) permettent au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme au comptant ou des actions ordinaires de la Société. Si, à la date d'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$ par action, la société, à sa discrétion, versera à l'employé une somme au comptant équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits multipliée par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date.

L'attribution de droits aux termes du régime incitatif de CSH ne dépend d'aucun critère de rendement.

Si un participant met fin à son emploi ou si la Société met fin à l'emploi d'un participant pour un motif déterminé (comme il est défini plus précisément dans le régime incitatif de CSH), ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont automatiquement échus à la date de cessation d'emploi. Dans toute autre circonstance de cessation d'emploi (autre que le décès), si le participant ne fait pas concurrence à la Société au cours de la période de 12 mois suivant sa cessation d'emploi, il a le droit de conserver ses droits rattachés à des unités d'actions non acquis jusqu'à la date d'acquisition des droits applicable, et ceux-ci continuent d'être assujettis aux règles du régime incitatif de CSH, y compris les critères d'acquisition des droits susmentionnés. Si l'emploi d'un participant prend fin en raison de son décès, ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont automatiquement acquis à la date du décès.

Nonobstant ce qui précède, le comité ou un haut dirigeant peut, sans modifier les règles du régime incitatif de CSH, déterminer que les droits attribués dans le cadre du régime incitatif de CSH sont acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte que les droits n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une cessation d'emploi combinée à un changement de contrôle de la Société ou dans le cas où l'acquisition immédiate de droits rattachés à des unités d'actions temporairement incessibles est négociée dans le cadre d'ententes liées à des indemnités de départ. Au décès d'un titulaire d'attribution, tous les droits rattachés à des unités d'actions temporairement incessibles non encore acquis le sont immédiatement.

#### **f) Mode d'acquisition des droits**

Les participants peuvent conserver leurs actions dont les droits sont acquis dans le régime incitatif de CSH jusqu'à ce qu'ils choisissent volontairement de les retirer. Si un participant cesse d'être un employé pour quelque raison que ce soit, il est tenu de retirer ses actions dont les droits sont acquis dans les 90 jours suivant sa cessation d'emploi. L'acquisition des droits est conditionnelle au paiement par le participant de tous les impôts sur le résultat et cotisations d'assurance nationale exigibles (ou à tout engagement par le participant de faire un tel paiement).

#### **g) Variation du capital social**

En cas de fusion, d'accord, d'émission d'actions gratuites ou d'offre au moyen d'un placement de droits (y compris une offre publique), ou lors de tout regroupement, division, reclassement ou réduction, ou de toute autre variation du capital social de la Société, ou dans le cas où la Société fait l'objet d'une scission, le nombre d'actions ordinaires visées par une attribution aux termes du régime incitatif de CSH peut être ajusté d'une manière que le comité juge équitable.

#### **h) Modifications et généralités**

Aucun droit visé par une attribution aux termes du régime incitatif de CSH ne peut être cédé ou transféré par un titulaire d'attributions à toute autre personne, sauf en cas de décès du titulaire d'attributions. Les attributions octroyées en vertu du régime incitatif de CSH ne doivent pas ouvrir droit à pension.

Les règles du régime incitatif de CSH peuvent être modifiées par le comité pourvu :

- i) qu'aucune modification qui pourrait porter gravement atteinte aux intérêts des participants relativement à des attributions déjà octroyées ne soit apportée sans leur consentement; et

- ii) que toutes les modifications au nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime incitatif de CSH, aux critères d'admissibilité des participants et aux dispositions de modification soient soumises à l'approbation préalable des actionnaires de la Société à l'occasion d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, à moins qu'il ne s'agisse de modifications mineures au bénéfice de l'administration du régime ou en vue de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les titulaires d'attributions, la Société ou un membre du Groupe.

## Prêts aux administrateurs et aux hauts dirigeants

Le tableau suivant présente l'encours total, au 31 mai 2016, de la dette contractée relativement à l'achat de titres de la Société ainsi que de toutes les autres dettes (à l'exception des « prêts de caractère courant ») de l'ensemble des hauts dirigeants, administrateurs, employés et anciens hauts dirigeants, administrateurs et employés de Groupe Canaccord Genuity.

### Encours total des prêts (\$)

Objectif a)	Consentis par la Société ou ses filiales b)	Consentis par une autre entité c)
Achat d'actions	8 500 885 \$	0 \$
Autre	9 981 687 \$	0 \$

Le tableau suivant présente l'encours de la dette contractée (à l'exception des « prêts de caractère courant ») auprès de la Société ou de ses filiales au 31 mai 2016, par chaque administrateur et haut dirigeant de la Société, candidat au poste d'administrateur de la Société et chaque personne du même groupe de cet administrateur, haut dirigeant ou candidat.

### Prêts aux administrateurs et aux hauts dirigeants en vertu des programmes d'achat de titres

Nom et poste principal a)	Participation de la Société ou d'une de ses filiales b)	Encours le plus élevé au cours de l'exercice 2016 c)	Encours au 31 mai 2016 d)	Nombre de titres achetés grâce à l'aide financière au cours de l'exercice 2016 (nombre d'actions ordinaires) e)	Garantie du prêt f)	Somme à laquelle il a été renoncé au cours de l'exercice 2016 g)
Bradley Kotush Chef des finances	La filiale est le prêteur	1 205 462 \$	1 205 462 \$	0	Actions achetées	0 \$
Stuart Raftus Chef de l'administration	La filiale est le prêteur	1 140 533 \$	1 140 533 \$	0	Actions achetées	0 \$

Au cours de l'exercice 2016, la Société a adopté une politique lui interdisant de consentir des prêts-subventions à ses administrateurs ou aux membres de sa haute direction.

La dette des hauts dirigeants présentée dans ce tableau a été contractée dans le cadre de prêts consentis en décembre 2013 à M. Kotush en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Société dans un programme axé sur les cadres clés employés dans le but de reconnaître leur contribution à la Société, et à M. Raftus dans le cadre de l'achat d'actions correspondantes qu'il a réalisées dans les douze mois suivant la date de son embauche. Les prêts de décembre 2013 étaient des prêts-subventions en vertu desquels la Société (ou une filiale) consent au haut dirigeant un prêt, sans intérêt, représentant un pourcentage du prix d'achat total des actions ordinaires de la Société et a accepté, sous réserve de certaines conditions, de renoncer jusqu'au tiers du remboursement au troisième, quatrième et cinquième anniversaires de l'achat des actions (soit les 31 décembre 2016, 2017 et 2018) dans le cas de M. Kotush et le 20 décembre 2018 dans le cas de M. Raftus (soit le cinquième anniversaire de sa date d'embauche). La renonciation au remboursement des prêts sera devancée dans certaines circonstances, notamment au décès d'un haut dirigeant. Si le haut dirigeant démissionne ou est congédié pour un motif déterminé, la proportion des actions achetées visée par la partie du prêt n'ayant pas fait l'objet d'une renonciation est alors rachetée par la Société, ce qui a pour effet de limiter les recours à l'égard du prêt à une partie des actions achetées. Toutes les actions achetées sont grevées d'une sûreté en faveur de l'employeur, entières et assorties d'une légende indiquant les restrictions auxquelles elles sont assujetties. Dans le cas de M. Kotush, la Société a également consenti une indemnité pour faire en sorte que le haut dirigeant ne subisse pas de perte à la renonciation si l'impôt à payer à cette date dépasse la valeur de marché à cette date.

Exception faite de ce qui est indiqué dans la présente section, aucun administrateur, haut dirigeant de la Société, candidat au poste d'administrateur de la Société ni aucune personne du même groupe de cet administrateur, haut dirigeant ou candidat, n'avait contracté de prêt (autre qu'un « prêt de caractère courant ») auprès de Groupe Canaccord Genuity au 31 mai 2016.

## Intérêt de personnes informées dans des transactions importantes

---

La Société n'a connaissance d'aucune personne informée (au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue) de Canaccord Genuity, ni d'aucune personne faisant partie du même groupe que cette personne ou ayant un lien avec elle, qui a ou aurait eu d'intérêt important, directement ou indirectement, dans une transaction depuis le 1<sup>er</sup> avril 2012 ou dans une transaction envisagée qui a ou aurait eu une incidence importante sur le Groupe Canaccord Genuity.

## Intérêt de certaines personnes dans des questions à débattre

---

Aucune des personnes qui sont ou ont été des administrateurs ou des hauts dirigeants de la Société depuis le 1<sup>er</sup> avril 2012, aucun des candidats proposés en vue de l'élection au conseil d'administration de la Société ou des membres du groupe de ces personnes ou ayant un lien avec elles n'a ou n'a eu d'intérêt important, directement ou indirectement, du fait de la propriété réelle de titres ou autrement, dans toute question à débattre autre que l'élection des membres du conseil d'administration.

## Modification des statuts

---

Certains intervenants formulant des commentaires sur la gouvernance d'entreprise considèrent que les éléments suivants sont des pratiques exemplaires en matière de gouvernance :

- a) Une société n'a pas besoin d'un vote par majorité qualifiée pour approuver les modifications à sa charte et à ses règlements (lesquels, dans le cas d'une société constituée en vertu de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), sont appelés « statuts »). Le point de vue des intervenants est que les dispositions prévoyant une majorité qualifiée violent le principe selon lequel une simple majorité d'actions avec droit de vote devrait être nécessaire pour apporter des modifications à une société et à ses dispositions en matière de gouvernance d'entreprise. Exiger davantage permet à la direction de s'imposer en empêchant l'adoption de modifications qui défendent les intérêts des actionnaires.
- b) Lors des assemblées des actionnaires, le quorum requis par une société est d'au moins deux personnes représentant au moins 25 % des actions en circulation. Le point de vue des intervenants est que les assemblées des actionnaires devraient uniquement être convoquées si un nombre acceptable d'actionnaires sont présents, ce qui élimine ainsi l'adoption de résolutions d'actionnaires lors d'une assemblée pour laquelle le nombre d'actionnaires est insuffisant.
- c) Une société exige qu'un quorum soit atteint lors d'une réunion du conseil d'administration. Le point de vue des intervenants est qu'un tel quorum fait en sorte que ces réunions peuvent uniquement être convoquées si un nombre minimum d'administrateurs sont présents, ce qui élimine ainsi l'adoption de résolutions d'administrateurs lors d'une réunion à laquelle moins de la moitié des administrateurs sont présents.

Afin de mettre en œuvre ces pratiques de gouvernance, la Société propose de modifier ses statuts. En vertu des statuts existants, cette modification nécessite une résolution spéciale (c'est-à-dire, une résolution adoptée lors d'une assemblée des actionnaires, les deux tiers des votes étant en faveur de la résolution). Sauf disposition contraire de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), si la résolution suivante est adoptée, les prochaines modifications aux statuts nécessiteront seulement une résolution ordinaire (c'est-à-dire, une résolution adoptée lors d'une assemblée des actionnaires, une majorité des votes étant en faveur de la résolution). Les statuts existants de la Société sont disponibles sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) (dans le document « Autres documents des porteurs de titres – anglais » déposé le 7 juin 2016) ou sur le site Web de la Société à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com/FR](http://www.canaccordgenuitygroup.com/FR) (sous « Relations investisseurs – Corporate Disclosure – Current Constitutional Documents »).

Par conséquent, les actionnaires devront examiner la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU, à titre de résolution spéciale, que les statuts de la Société soient modifiés en supprimant les paragraphes 9.5, 11.3 et 18.10, et en les remplaçant avec ceux qui suivent :

### 9.5 Autres modifications

Si la *Business Corporations Act* ne précise pas le type de résolution et que les présents statuts ne précisent pas un autre type de résolution, la Société peut, par voie d'une résolution **ordinaire**, modifier ces statuts.

### 11.3 Quorum

Sous réserve des droits et restrictions particuliers assortis aux actions de toute catégorie ou de toute série d'actions, le quorum requis pour une question à l'ordre du jour de l'assemblée des actionnaires est de deux personnes qui détiennent ou représentent par procuration au total au moins **25 %** des actions émises conférant des droits de vote à l'assemblée.

#### 18.10 Quorum

Le quorum pour une question à l'ordre du jour des administrateurs est une **majorité des administrateurs**.

#### **Autres questions a débattre**

---

On ignore si d'autres questions que celles énoncées précédemment et celles mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée seront soumises à l'assemblée, mais, le cas échéant, les personnes nommées dans la procuration ont l'intention de voter dans tout scrutin conformément à leur jugement, en exerçant un pouvoir discrétionnaire à l'égard des modifications des questions mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée ainsi que d'autres questions pouvant dûment être soumises à l'assemblée ou dans le cadre d'une reprise de celle-ci.

Fait le 17 juin 2016.

Par ordre du conseil d'administration  
Martin L. MacLachlan  
Secrétaire

[This page intentionally left blank.]

[This page intentionally left blank.]



